

défense de Occident

Arice BARDECHE :
Après les élections

●

de GARDE :
Le marché commun de l'Est

●

en BEUZEC :
Autonomisme, atout maître du nationalisme

●

pois D'ERCE :
Les cathares

●

LEM :
L'homme subordonné à la machine

●

Presse d'opposition nationale en Europe

Les Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé Grégoire, 27 - PARIS (6^e)

Pierre FONTAINE

L'AVENTURE ALGERIENNE CONTINUE

Pierre FONTAINE fut le premier, dans son livre : **Dossier Secret de l'Afrique du Nord**, publié en 1954, a annoncé les événements graves qui allaient se produire en Algérie.

Sa documentation de premier ordre lui permet de tirer aujourd'hui les conséquences de la situation actuelle. L'affaire d'Afrique du Nord n'est pas terminée. Les mêmes intérêts s'affrontent et les changements les plus imprévus sont possibles. Commandez dès maintenant ce livre qui vous indique ce qui se prépare et qui vous met au courant de l'évolution que la grande presse et la radio se gardent bien de vous faire connaître.

Un vol. in-12, 192 p.

PRIX 10,50 F.

Les Sept couleurs, C.C.P. 218219 Paris

Nouvelle Série

15^e Année

Défense de l'Occident

Mars 1967

N° 61

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>Après les élections</i>	3
Charles GARDIE : <i>Le Marché Commun de l'Est</i>	11
Yann BEUZEC : <i>Autonomisme : atout maître du nationalisme</i>	18
François D'ERCE : <i>Les Cathares</i>	25
F.-H. LEM : <i>L'Homme subordonné à la machine</i>	37
●	
CHRONIQUE POLITIQUE : François DUPRAT : <i>Extrême-Orient</i>	52
CHRONIQUE DE PIERRE HOFSTETTER : <i>L'étrange entourage du président Johnson</i>	56
NOTES DE LECTURE : <i>Les familles politiques d'aujourd'hui en France. — Mourir pour rien ou la Légion en Indochine. — Les Waffen SS. — Mon Après-guerre. — Les journées de juin. — Les Paladins du monde occidental. — Le complexe de gauche. — L'histoire démaquillée</i>	61
LA PRESSE D'OPPOSITION NATIONALE EN EUROPE : <i>Au camp de Buchenwald. — Comment terminer la guerre du Vietnam. — La Russie au Vietnam. — Les anti-missiles. — Le commerce Chine-U.S.A. — Black-out sur les recherches ethnologiques. — Interview de Fidel Castro dans « Play Boy »</i>	72
CHRONIQUE DES ARTS : F.-H. LEM : <i>La vie en Hollande au XVII^e siècle</i>	87
●	
LES DISQUES : <i>La Révolution Nationale Européenne, une évocation sonore</i>	90
LE CINEMA : <i>Des Anges à tête de mort</i>	93

27, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6^e) — C.C.P. 65-35-65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°.....

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 2,75 F

Abonnements. — 1 an : 25 F

Etranger : 1 an : 30 F

Propagande : 50 F et 100 F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

Mau

Je r
champ
du to
pour 5
lui son
sants

L'op
toire.

Vignar

des co

ce qui

qu'il p

actuell

gagné

Ces é

à tout

restent

ment

illusoir

card s

nationa

rades

lement

partici

Car,

Lecanu

Maurice BARDECHE

APRÈS LES ÉLECTIONS

Je ne suis pas de ceux qui illuminent et qui sablent le champagne. Ce n'est qu'une victoire morale, c'est-à-dire rien du tout. Le gaullisme est parfaitement installé au pouvoir pour 5 ans. Les « pressions » qu'on peut espérer exercer sur lui sont illusoires. Ses adversaires sont enchaînés et impuissants par les résultats même du scrutin.

L'opposition nationale a eu sa part dans cette fausse victoire. Il n'est pas douteux qu'une partie des voix de Tixier-Vignancour ont contribué à faire élire des socialistes ou même des communistes pour faire échec au candidat gaulliste. C'est ce qui attend Machiavel. Il ne compte pas assez sur la haine qu'il provoque. La politique du pire est notre seul instrument actuellement. Elle affolle les timides. Mais on n'a jamais gagné sans elle.

Ces élections sont une défaite. Le second tour, contrairement à tout ce qu'on dit, confirme le premier puisque les gaullistes restent. Cette défaite apparaîtra dans quelque temps seulement dans toute sa gravité. Car l'avance communiste rend illusoire « l'arbitrage » que les sots comme Lecanuet ou Giscard se vantent d'exercer. Elle exigera même de l'opposition nationale beaucoup de courage et de sang-froid. Car nos camarades devront s'habituer à l'idée que la seule alternative parlementaire au gaullisme est un gouvernement de gauche à participation communiste.

Car, le centre a disparu : en dépit des rodomontades de Lecanuet, sa disparition est le fait capital de ces élections.

Nous entrons dans un système de politique bi-partisane dont nous développerons plus loin les conséquences.

Dans ces conditions, seule la persistance implacable de notre haine peut inviter les gaullistes à une nécessaire et profitable trahison. Qu'ils comprennent que leur avenir politique est assuré si une révolution de sérail, si quelque lacet de soie tressé par eux-mêmes les débarrasse du sultan qui polarise les refus. Nous attendons cette décision habile de leur réalisme qui est grand. Qu'ils montrent un peu de décision dans cette affaire d'héritage et ils reconstitueront contre le communisme l'unité qu'ils préconisent et qu'ils n'ont pas obtenue.

Ceci dit, voyons les faits et la leçon qu'ils contiennent. Les élections qui viennent d'avoir lieu sont beaucoup plus importantes que les élections présidentielles de 1965. Non pas leur résultat qui est grave. Mais par leur signification qui est plus grave encore. Elles posent à l'opposition nationale la question difficile de savoir comment et avec quelles chances elle peut continuer.

Débarrassons-nous d'abord de quelques sujets d'amertume qui sont d'ordre anecdotique. L'opposition nationale a été conduite au combat certes par des chefs improvisés, qui se sont désignés d'eux-mêmes, qui n'ont pris conseil de personne, et dont aucun, malgré d'admirables qualités de combattants politiques, n'était un homme politique complet, de format et d'autorité nationale. C'est vrai. Il faut ajouter aussitôt que l'opposition nationale n'avait pas d'homme qui fût en bonne position pour conduire ce combat à leur place. Il faut ajouter surtout que, même si les forces de l'opposition nationale avaient été conduites dans cette bataille par un chef politique de grande classe, la défaite eût été aussi complète, car elle a pour origine d'autres causes que la qualité des hommes. Il est donc inutile de récriminer et de se livrer à une mise en accusation facile des vaincus. Les reproches ne servent qu'à diviser. Il vaut beaucoup mieux chercher à voir clair.

L'opposition nationale, comme le centre, a été éliminée en raison d'une mutation de la vie politique française qui est le premier résultat de la politique gaulliste. La pluralité

des pa
en Fran
a rejoir
entre c
l'Allema
vieux sc
signifier
vateurs
noncer,
la liber
le pact
pris le
gaullisr
qui syr
Vous
c'est la
de gob
Le p
honnêta
teurs à
résulta
si beno
sition
C'est ta
tion es
est de
tions-pl
an. C'e
se perq
une un
masqu
Quel
bi-parti
empêcl
Cette
droite
tionnel
régime
sation

des partis sur laquelle était fondée toute la vie politique en France depuis un siècle a pris fin en mars 1967. La France a rejoint les pays dont toute la vie politique consiste à choisir entre deux formations, comme l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne. Comme en Angleterre, des milliers de petits vieux sont sortis dimanche dernier de leur trou à rats pour nous signifier que nous aurons à choisir désormais entre les conservateurs et le labour. Ils ne se sont pas dérangés pour se prononcer, comme les candidats le leur avaient demandé, pour la liberté individuelle, contre la politique personnelle, pour le pacte atlantique qui les laisse très indifférents. Ils ont pris leurs béquilles et leur râtelier pour choisir entre le gaullisme, qui est pour eux la droite, et le front populaire qui symbolise la gauche.

Vous connaissez ce résultat : ils ont choisi la gauche et c'est la droite qui gouvernera, mais ceci est un autre tour de gobelet.

Le phénomène capital, c'est que, de malhonnêteté en malhonnêteté et de contrainte en contrainte, on a forcé les électeurs à se grouper en deux formations utilitaires. C'est le résultat final du « votez utile » qui nous a été recommandé si benoîtement depuis huit ans, par les pontifes de l'opposition nationale elle-même. Mais nous n'y sommes pour rien. C'est tout le pays qui s'est habitué à voter utile. Toute élection est devenue un plébiscite. La seule question qui se pose est de savoir si, après la disparition de De Gaulle, ces élections-plébiscites disparaîtront. On pouvait le croire il y a un an. C'est infiniment moins sûr aujourd'hui. Le gaullisme peut se perpétuer grâce à la politique bi-partisane qui lui donnera une unité extérieure, une unité proprement tactique qui peut masquer ses divisions internes.

Quel est le rôle de l'opposition nationale dans une politique bi-partisane ? En principe, il est nul. La politique bi-partisane empêche en principe tout débouché d'un groupe minoritaire. Cette fatalité est d'autant plus inéluctable en France que la droite gaulliste couvre une grande partie des positions traditionnelles de l'opposition nationale : continuité politique, régime fort, mise en sommeil du suffrage universel, stérilisation du bouillon de culture parlementaire, en somme, subs-

titution d'un principat à la république. Ce sont là les formes et les mécanismes que nous avons toujours réclamés. C'est par son contenu que le gaullisme s'oppose à l'opposition nationale : malhonnêteté fondamentale, abandon de l'Empire, démantèlement de la défense contre le communisme, protection autocratique des monopoles et des trusts, contrôle politique et économique du pays par le gang judéo-résistantialiste. Mais quel est l'avenir devant le corps électoral de la formule « garder la voiture, congédier le valet » que nous utilisions en 1960 (*Défense de l'Occident*, nouvelle série, n° 1, janvier 1960) ?

La substitution qui nous est imposée semble donc mettre l'opposition nationale hors de course. D'une part, en raison de la faiblesse de ses effectifs électoraux. D'autre part, parce que c'est une partie d'elle-même qui triomphe sous le nom de gaullisme. Cette situation sans issue, en grande partie responsable selon moi de l'écroulement électoral du 5 mars, est-elle une situation sans appel ? Cette analyse nous conduit-elle à un constat d'impuissance au bout duquel il n'y a plus que la disparition ? C'est ce que nous allons examiner maintenant.

..

Une nouvelle à laquelle on a prêté peu d'attention en France dans le brouhaha électoral est un élément imprévu, mais très important de notre analyse. Le DNP vient de se scinder en Allemagne, à trois semaines des élections, à la manière du comité Tixier-Vignancour. A trois semaines des élections, c'est peut-être réparable. Mais ce n'est pas ce replâtrage qui importe. Ce qui est important, c'est que les sondages, à cette date, donnaient les prévisions suivantes en faveur du DNP : 26 % des voix de Schleswig-Holstein, 38 % des voix en Basse-Saxe. Ces résultats, même si la rupture inopportune est cause qu'ils ne sont pas ratifiés aux élections, prouvent que la politique bi-partisane, quand elle est établie depuis peu d'années, n'est pas un phénomène irréversible.

Cet enseignement est capital : parce que ni M. Thielen, ni M. Von Thadden ne sont des génies politiques, comme leur rupture récente vient de le prouver. Sans génie politique et

par la seule force des choses, ils ont donc réussi à échapper à la fatalité qui semble condamner à la disparition les variantes minoritaires dans les pays à mécanisme bi-partisan. Or, quelle est cette « force des choses » qui, en la circonstance, a si puissamment aidé MM. Thielen et Von Thadden à échapper à l'impuissance congénitale des minorités ? Tous les spécialistes des affaires allemandes vous répondront que ce sont les idées nouvelles répandues en Europe par le gaullisme (donc, en partie notre héritage) qui ont fait apparaître comme insuffisantes les solutions offertes par les deux grandes formations électorales allemandes et qui ont ouvert la voie à une troisième force. Il existe donc des circonstances, des courants d'idées, qui, à un moment donné, permettent de briser le mécanisme de la politique bi-partisane et qui donnent un avenir à des formations réduites jusqu'alors à l'impuissance.

A quelles conditions cette résurrection a-t-elle pu avoir lieu ? L'expérience du DNP répond également à cette question. La résurrection a été possible par un amalgame du type « candidature Tixier-Vignancour » de 1965, celui d'éléments conservateurs traditionnels (tendance Thielen) et d'éléments d'opposition radicale (tendance Von Thadden). Je ne me dissimule pas la fragilité de tels amalgames : la suite l'a prouvé dans les deux cas. Mais, dans les deux cas aussi, on voit que c'est ce mélange qui a produit une effervescence et un résultat. Telle est la conclusion expérimentale.

..

Une autre considération mérite d'être prise en considération. C'est celle que j'exposais dans mon article *Etre ou ne pas être* du n° 55 de *Défense de l'Occident*, écrit en février 1966, et tirant la leçon de l'élection présidentielle. Un groupe minoritaire, s'il est discipliné, peut toujours être une force d'appoint capitale surtout lorsque deux grands blocs presque égaux sont en présence : car son intervention peut donner la victoire à l'un ou à l'autre.

Cette intervention a-t-elle eu un effet en mars 1967 ? Les forces réunies par Tixier-Vignancour ont-elles été disciplinées et ont-elles appliqué une tactique définie par l'état-major ?

Je réponds oui à la première question et non à la seconde.

La disparition de l'électorat de Tixier-Vignancour semble prouver, en effet, que ces voix se sont distribuées entre des candidats antigauillistes. Seule une analyse secteur par secteur pourrait apporter la preuve de ce mouvement et surtout définir son ampleur. Mais je suis convaincu que cette hypothèse est en partie juste et qu'il faut en tirer la conclusion assez singulière que la supériorité en pourcentage du bloc de l'opposition, qu'on représente comme une victoire de la gauche, a pour origine un transfert des voix d'extrême-droite.

Il faut naturellement répondre non à la seconde question, puisque ces voix se sont déplacées dès le premier tour, malgré la présence de candidats d'opposition nationale. Les fautes politiques de l'opposition et sa division ne sont probablement pas étrangères à ce transfert anarchique.

En conclusion, on peut présumer qu'il existe encore une clientèle d'opposition nationale, bien qu'elle n'apparaisse pas sur la carte électorale, que cette clientèle peut être rassemblée si l'on recherche l'union et non la division, et qu'elle peut jouer un rôle, si les circonstances s'y prêtent.

..

La mutation grave que vient de subir la vie politique française ne crée donc pas pour l'opposition nationale une situation désespérée.

Il dépend de nous, en fait, que l'opposition nationale, qui a prouvé dans ces élections sa résolution et son réalisme, soit rassemblée et mieux utilisée. Il ne faut pas se dissimuler, toutefois, que justement parce que cette opération dépend de nous, elle est d'une réalisation difficile.

Les hommes que l'opposition nationale a choisis depuis vingt ans pour la représenter ont eu, certes, de remarquables qualités et ils ont mené un combat continu et courageux. Ils n'ont pas ménagé leurs forces, ils ont protesté avec vigueur chaque fois qu'il fallait protester, ils se sont élevés contre l'injustice et l'imposture, ils n'ont pas hésité enfin à sacrifier leur situation personnelle et leur carrière au combat qu'ils menaient avec nous. Cela ne doit pas être oublié, mais ne doit pas non plus nous faire oublier que, depuis

vingt
grave
lumièr
à élim
taient
mais j
pes sa
tionale
c'est j
tant e
38 %
même
relatif
dispar
Je r
mation
forma
der d
nous
des lo
part
ne cor
elle-m
démor
1° que
2° que
traditi
comm
se fier
qu'elle
ment,
démor
faut-il
Je s
mélan
forma
forma
qui or
trume
seulen

vingt ans, ils ont constamment commis une faute politique grave que le succès du DNP en Allemagne met vivement en lumière. Il est incontestable qu'ils ont constamment tendu à éliminer les « extrémistes », qui, selon eux, les compromettaient et les mettaient en péril. Cet effort a été feutré, furtif, mais poursuivi sans défaillance depuis 1948, par tous les groupes sans exception qui ont déclaré représenter l'opposition nationale sur la scène politique. L'exemple du DNP prouve que c'est justement cet amalgame, beaucoup plus dangereux pourtant en Allemagne qu'en France, qui permet d'avoir 26 % et 38 % des suffrages. Notre expérience à nous conclut dans le même sens, puisque c'est encore cet amalgame qui a produit le relatif succès de Tixier-Vignancour en 1965, tandis que sa disparition a provoqué l'écroulement de 1967.

Je ne me dissimule pas les inconvénients d'une telle formation. Elle mêle des gens de passé, de tempérament, de formation, de tendance très différents. Elle ne peut s'accommoder d'une doctrine ferme ni d'options rigoureuses. Mais elle nous est imposée par les circonstances, par la malhonnêteté des lois électorales, par la nécessité de rechercher dès le départ des effectifs et des garants suffisants. Et cette variété ne correspond-elle pas, après tout, à la diversité de l'opposition elle-même ? Les élections qui viennent d'avoir lieu nous ont démontré, en tous cas, quelles que soient nos préférences : 1° que la division était mortelle (démonstration REL-Tixier) ; 2° que les ténors seuls ou les notables locaux ou les modérés traditionnels ne constituaient pas une clientèle « fiable », comme disent les scientifiques, c'est-à-dire à laquelle on peut se fier (démonstration Tixier) ; 3° que la bonne volonté, lorsqu'elle se présente toute nue, sans protecteur, sans encadrement, sans matériel, sans garant, aboutissait à une éclatante démonstration d'impuissance (démonstration REL). Alors ne faut-il conclure ?

Je suis, pour ma part, par tempérament, très hostile à ces mélanges dans lesquels on ne peut faire aucun travail de formation politique efficace. Mais avons-nous le choix ? Si des formations de ce type admettent l'existence de tendances, qui ont leurs propres méthodes de travail, leurs propres instruments, leurs propres positions, et auxquelles on demande seulement leur collaboration et leur fidélité au moment du

combat, l'instrument politique imparfait avec lequel nous sommes forcés d'affronter la bataille électorale peut couvrir et même servir l'instrument politique véritable avec lequel nous préparerons l'avenir.

Je crois plus que jamais qu'en politique, on travaille sur deux plans. Il y a d'une part un travail en profondeur, lent, difficile, mais qui porte nécessairement des fruits s'il est fondé sur l'honnêteté, la loyauté, et des nécessités politiques évidentes. Et il y a d'autre part, un travail d'étalagisme électoral, dont les résultats dépendent des circonstances, des fluctuations de l'opinion, des éventaires des autres partis. Une organisation politique n'est complète que si elle travaille sur ces deux plans qui exigent des hommes, des méthodes et des instruments différents. L'opposition nationale est-elle capable d'accepter cette cohabitation ? Si elle le peut, ses chances ne sont pas diminuées par l'effacement qui s'inscrit dans les statistiques. Elle continuera à exister, elle pourra peser d'une manière efficace sur les événements et accélérer le pourrissement du gaullisme, seul résultat que nous puissions attendre de notre fameuse « victoire morale ». Si elle en est incapable, sortons la flûte de Pan pour nous jouer de jolis airs en attendant que la marmite saute.

Maurice BARDECHE

Charles GARDIE

LE MARCHÉ COMMUN DE L'EST

Créé à Moscou dans le contexte de l'époque stalinienne le 25 janvier 1949, le marché commun oriental S.E.V. (Soviet Ekonomitcheskij Vzaimopomochtchi) Conseil d'aide économique mutuelle (nous emploierons ici la transcription française C.A.E.M. plutôt que la dénomination anglo-saxonne Comecon) n'a pas été conçu comme une réaction à l'Aide Marshall.

Le soutenir serait méconnaître la continuité de la politique d'intégration soviétique inaugurée par les traités bilatéraux conclus de 1945 à 1947 par l'U.R.S.S. et les démocraties populaires.

1945-1948 : *satellisation par le bilatéralisme.*

Ces traités — 60 accords bilatéraux principaux plus 46 traités dont 6 d'assistance mutuelle et d'amitié — entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, qui ne prévoient pas d'institutions communes font partie constitutive du système d'intégration de type communiste : le C.A.E.M. en constitue le stade supérieur et le pacte de Varsovie en forme la conclusion.

L'instauration en 1945 de nouveaux régimes dans l'est

européen, les réformes sociales, la réorganisation structurelle des économies nationales ont été effectuées en fonction des exigences unilatérales des Soviétiques. Les nationalisations par exemple furent intentionnellement retardées par ces derniers afin d'obtenir de substantielles réparations et pour protéger ces fameuses sociétés mixtes dont l'U.R.S.S. était maîtresse.

Puis toute l'économie passa aux mains de l'Etat. Les structures économiques uniformisées préparaient ainsi la voie à l'intégration des économies elles-mêmes. Le bilatéralisme — forme type des relations internationales selon la doctrine communiste — paracheva la synchronisation cependant que la création du Kominform le 27 septembre 1947 tentait l'intégration politique à l'échelle des partis.

Alors les démocraties populaires s'engagent simultanément et inconsidérément dans la voie de l'industrialisation.

1949 : le C.A.E.M., une façade juridique.

L'aggravation de la situation internationale au cours de l'année 1948 (coups d'Etat communiste à Prague en février, blocus de Berlin au cours de l'été) ayant entraîné des mesures de rétorsion occidentales, l'U.R.S.S. va chercher à en pallier les effets. Et c'est l'annonce officielle de la création du marché commun oriental — C.A.E.M. — institution interétatique multilatérale et ouverte (Pravda, 25 janvier 1949). Ainsi, découlant directement de l'emprise soviétique sur la région et créé par voie d'autorité, le C.A.E.M. est en contradiction avec le principe de base du marxisme-léninisme selon lequel l'infrastructure économique des pays détermine leur superstructure politique !

En effet, avec le C.A.E.M. c'est le contraire qui se produit : les membres hétérogènes d'une région doivent

poursuivre une politique économique afin de renforcer l'homogénéité politique du *bloc*... Passons sur cette *contradiction*, la dialectique en a fait d'autres ! Ce traité instituant le C.A.E.M. n'a rien de *classique* : il ne fut même pas ratifié par les organes compétents des pays signataires ; on n'en trouve pas publication dans les journaux officiels des Etats intéressés !

Aux 6 pays fondateurs U.R.S.S.-Bulgarie-Hongrie-Pologne-Roumanie et Tchécoslovaquie sont venues se joindre l'Albanie (23 fév. 1949), l'Allemagne de l'Est (29 sept. 1950) et... la Mongolie extérieure (9 juin 1962). Ainsi, sans que le statut ait été modifié un Etat asiatique est devenu membre de plein droit d'un organisme européen !! Laissons là cette façade juridique pour rappeler que les Etats membres ont, au départ, renoncé à leur droit de libre retrait découlant de leur souveraineté étatique. Avec cet organisme économique des pays du bloc dont les économies sont coordonnées, l'U.R.S.S. trouve un double avantage : favoriser le développement de l'ensemble du bloc et en renforcer la cohésion !

L'hégémonie soviétique.

Le potentiel économique du C.A.E.M. est immense : il concerne un territoire 20 fois plus vaste que le marché commun européen avec une population 2 fois plus nombreuse et une production industrielle représentant le tiers de la production mondiale.

L'U.R.S.S. domine de sa puissante masse l'ensemble des pays réunis dans le C.A.E.M.

Les relations économiques des pays membres avec leur puissant partenaire soviétique étaient fatalement appelées à refléter fidèlement la politique de l'U.R.S.S. au sein du camp socialiste selon la thèse de List*. Comme la planification est le principe clé de la doctrine économique communiste, l'intégration appelle né-

cessairement un planisme intégral, une synchronisation la plus parfaite possible des programmes.

Sous le contrôle exclusif du C.A.E.M. des plans quinquennaux sont introduits dans les pays membres placés ainsi en face d'un phénomène d'interdépendance et de dépendance à l'égard de l'U.R.S.S. L'hégémonie de l'U.R.S.S. ressort manifestement de l'analyse des Plans des pays agréés dans le C.A.E.M. puisque leurs plans sont élaborés par le... Conseil Suprême de l'Economie Soviétique ! De plus, à chaque commission de planification des démocraties populaires sont attachés des experts soviétiques du Gosplan de l'U.R.S.S. ayant pour mission de contrôler toute la planification à seule fin d'éviter toute dualité.

C'est donc dire que l'U.R.S.S. peut en tous domaines pratiquer une véritable autarcie. Elle détermine par exemple l'évolution économique de chaque pays et, par les prix pratiqués*, se trouve en mesure d'influencer leur balance de paiements et leurs possibilités d'importation sans que la réciproque soit vraie. De plus, l'U.R.S.S. ne spécialise pas sa production et prétend rester en dehors de cette division socialiste du travail qu'elle exige des membres du C.A.E.M. ce qui signifie l'accroissement de l'interdépendance des démocraties populaires en même temps que leur dépendance unilatérale vis-à-vis du Kremlin, alors que l'U.R.S.S. continue, elle, de ne dépendre de personne !

C'est par là notamment que le C.A.E.M. diffère du marché commun de la petite Europe et de l'intégration économique occidentale.

La situation serait évidemment différente si l'ensemble des pays membres du C.A.E.M. formaient un bloc en face de l'U.R.S.S. ; mais il ne peut pas en être question : toute tentative d'intégration entre deux démocraties populaires a toujours été violemment bloquée par Moscou.

Tou
La
du
nom
tion
tage
M
mal
La
de p
lour
la co
mém
ident
entra
Un
tème
Ma
en o
méth
conce
logie
viets.
Ela
l'Elbe
prolon
tionne
Le
muna
systè
que l
crises

Tournant de la coordination.

Le développement maximal du potentiel économique du C.A.E.M. requerrait logiquement la création d'une économie de bloc intégrée, au sein de laquelle la production serait organisée strictement sur la base des avantages comparés.

Mais l'internationale la plus accomplie trouve bien du mal à sortir du nationalisme économique le plus étroit !

La stratégie économique que Moscou enjoint aux pays de pratiquer — développement prioritaire de l'industrie lourde, théorie sacro-sainte — aboutit inévitablement à la constitution d'entités économiques se suffisant à elles-mêmes. Or, la multiplication de structures économiques identiques restreint les possibilités de raccordement et entraîne des absurdités flagrantes.

Un tournant se manifeste avec la recherche d'un système de planification supranationale et à très long terme.

Mais pour logique qu'elle soit, cette méthode mise en œuvre pose de nouveaux problèmes. En effet, la méthode transpose à la planification intra-C.A.E.M. un concept depuis longtemps fondamental de la méthodologie de la planification économique *nationale* des soviets.

Elargie au C.A.E.M. — donc à une zone qui va de l'Elbe au Pacifique et avec une période de planification prolongée — cette méthode multiplie plus que proportionnellement problèmes et écueils !

Le Kremlin qui s'évertue à démontrer que les communautés occidentales souffrent de tous les vices du système capitaliste est dans l'obligation de constater que le système socialiste n'est pas immunisé contre les crises !

Le « grand dessein » de M. K.

Pour résoudre ces contradictions fondamentales, l'innarrable Khrouchtchev préconise la création d'une autorité de planification centralisée appelée à enlever aux Etats membres du C.A.E.M. l'essentiel de leur souveraineté nationale.

Ce fut un beau tollé ! Et le conflit que déclencha le « grand dessein » de M. K. résulte de la contradiction fondamentale qui existe entre les intérêts nationaux et ceux de la communauté : les Etats membres du C.A.E.M. ne sont pas tous disposés à abandonner une part substantielle de leurs pouvoirs souverains en matière de développement de leurs économies nationales en vue d'accroître l'efficacité économique du bloc dans son ensemble.

Le conflit entre le C.A.E.M. et la Roumanie en est l'illustration. Mais attention ! Le thème purement nationaliste du maintien de leur indépendance économique avancé par les Roumains et autour duquel la presse occidentale a fait grand tapage était destiné à la « consommation » intérieure. Le passé fortement stalinien des Maurer, des Birladeanu et autres dirigeants roumains atteste que la conception autarcique de l'économie — ou si l'on préfère la vieille croyance stalinienne selon laquelle la création d'une infrastructure nationale d'industrie lourde est une condition indispensable à l'édification du socialisme, a joué un rôle plus important que le nationalisme dans leur « révolte »...

Perspectives d'avenir.

Ces aperçus sont loin d'être complets, mais nous avons voulu les limiter à l'essentiel.

Un fait ressort donc à l'évidence : les chances d'une

plus grande indépendance du C.A.E.M. ou du moins d'une interdépendance réelle par rapport à l'U.R.S.S. sont — on ne le soulignera jamais trop — fort réduites. Les dirigeants des pays membres du C.A.E.M. ont intérêt à se maintenir au pouvoir; ils ne peuvent que gagner à entretenir entre eux et les maîtres du Kremlin cette solidarité « spirituelle » qui les unit puisque, sans l'assistance active de ces derniers, ils ne pourraient eux-mêmes demeurer à la tête de leurs pays respectifs.

L'intégration économique — à plus ou moins longue échéance — constitue pour les actuels dirigeants soviétiques — infiniment plus dangereux que Khrouchtchev parce que camouflant mieux leur jeu — un moyen de renforcer les biens intra-C.A.E.M. et de consolider l'hégémonie politique soviétique en Europe centrale : l'intégration économique étant un procédé comparativement moins provocant et, par conséquent, moins susceptible d'engendrer des troubles !

Si les conceptions de Brejnev, Kossyguine et Chelepine l'emportent, la notion de coordination des Plans sera dénuée de sens puisque un seul Plan central pourra diriger l'économie de tout le C.A.E.M. L'identité nationale des pays disparaîtra.

Le sort des démocraties populaires ressemblera alors à ce que sont les actuelles républiques fédérales en U.R.S.S. et il ne sera plus question de coopération ou d'intégration internationale : tout le problème deviendra l'affaire intérieure d'un Etat supranational. La coopération internationale sera sacrifiée à la « grande unité socialiste ».

Charles GARDIE.

Yann BEUZEC

AUTONOMISME : ATOUT-MAITRE DU NATIONALISME

Depuis quelques temps, on reparle beaucoup en France des problèmes autonomistes. C'est un sujet qui fut toujours tabou mais qui le devint encore plus après 1944, date à laquelle l'épuration décapita ces mouvements. Pour mémoire, citons celle qui s'abattit sur le P.N.B. (Parti National Breton) dirigé d'abord par Mordrel et Debauvais puis par les frères Delaporte et surtout celle qui pourchassa les membres de la « Bezenn Perrot » de Célestin Lainé et de Marcel Guyesse. En Flandres, ce fut la répression des « Lions de Flandres » et l'exécution du Dr Quesnoy. En Alsace-Lorraine, ce furent les poursuites et l'incarcération de Rossé qui mourra en prison en 1951. Or de nombreuses personnes ont été épurées non pour avoir « collaboré avec l'ennemi » mais pour avoir continué entre 1940 et 1944 leurs activités passées, qui étaient de réclamer un réaménagement de la vie des Provinces et de lutter contre leur asphyxie tant économique que culturelle.

Etant donnés l'aveuglement et la sévérité de la répression, l'autonomisme entra en léthargie d'autant plus que ses cadres avaient disparu, chassés, incarcérés, exilés, réduits au silence si ce n'est exécutés.

Mais, depuis quelques années, il y a un réveil généralisé qui est surtout marqué en Pays Basque avec le mouvement Enbata et en Bretagne avec, en précurseurs, les revues « Bretagne Réelle » de quatre bœufs puis « Ar Vro », et, enfin, avec l'organisation d'un mouvement actif, le M.O.B. (Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne) dont l'organe est « l'Avenir de la Bretagne ».

Cette résurgence attirera l'attention d'un public plus large grâce à la publication de 2 livres remarquables, l'un de Guy Héraud « L'Europe des Ethnies » et l'autre de Paul Sérant « la France des Minorités ».

..

Le but de cet exposé est de montrer en quoi l'autonomisme peut nous intéresser et pourquoi nous devons le comprendre et même l'aider.

..

Par définition, l'autonomisme est antijacobin, donc, *a priori*, devrait être hostile à ce qu'on baptise « la gauche ». C'est une raison fondamentale.

Il y a aussi une raison de saine conservation (pris au sens noble du terme), de ce que M. Bardèche appelle « santé de cet organisme ». Devant l'emprise tentaculaire de la capitale, l'autonomisme veut réagir, combattre le nivellement et l'uniformisation qui nous gagnent ; il veut préserver ou sauvegarder les caractéristiques propres à chaque région : traditions, coutumes, mode de vie, langues, etc... Nos intellectuels de gauche ont toujours le mot « génocide » à la bouche ou sous la plume. Mais ils ne savent pas qu'un génocide n'est pas uniquement l'extermination physique d'un peuple : cela peut être aussi bien la perte de son âme. Or quel est le meilleur support de l'âme et de la conscience d'un peuple si ce n'est sa langue ? On est toujours prompt à recueillir les moindres caractéristiques d'une peuplade perdue à 10.000 kms de là et à collecter les quelques bribes de son vocabulaire mais on néglige de conserver la langue la plus proche des gaulois, nos ancêtres, le breton. On veut que nos enfants soient bilingues mais on entrave l'utilisation des langues dites allogènes (exemple : l'Allemand en Alsace et en Lorraine), l'on proclame partout que l'on veut faire l'Europe donc on n'a plus à y craindre un quelconque irrédentisme teuton. La littérature, en France, pendant

longtemps fut un diptyque dont le tableau le moins brillant n'était pas celui de la langue d'oc avec ses trouvères et ses jeux floraux. Qu'en est-il à l'heure actuelle ?

La III^e République a inauguré (et cela a été poursuivi ensuite systématiquement) un crime culturel. Elle interdisait l'emploi des langues minoritaires au point qu'une grand-mère non scolarisée, n'ayant donc pas appris le français, ne pouvait plus communiquer avec son petit-fils, qui, lui, n'étudiait plus sa langue d'origine. Est-ce normal ?

Une langue ne doit pas prospérer et être encouragée en fonction uniquement du nombre de personnes qui la parlent. Car, alors, peu à peu, toute langue est menacée. En effet, pourquoi ne pas laisser dépérir le français au profit de l'anglais, du russe ou même du chinois. Pourquoi ne pas encourager tout de suite l'évolution vers le franglais, à défaut d'espéranto ou de volapük ?

Au départ, nous avons un capital favorable auprès de ces mouvements autonomistes : nous avons des conceptions politiques et idéologiques proches des leurs, du moins plus voisines que celles de la gauche internationaliste.

En outre, notre histoire est souvent parallèle à la leur. En particulier, ils ont souvent subi les mêmes excès sanguinaires de cette gauche centralisatrice et universaliste —, et ce, en même temps que nous. La dernière fois, c'était il n'y a guère longtemps : eux, comme nous, sont des « vaincus de la Libération ».

Ces mouvements autonomistes renaissants sont faibles ; ils ont pas de moyens. Ils cherchent des appuis où ils peuvent : ils n'ont pas tellement le choix des moyens. Nous, proches d'eux, nous ne nous intéressons pas à eux : nous les ignorons, même. Quant à la gauche, ainsi que je le montre plus loin, elle leur fait les yeux doux. Ne nous étonnons pas ensuite si leurs mouvements prennent de plus en plus une orientation « gauchissante ». Il est encore temps de redresser la barre, étudions et comprenons le

phénomène autonomiste en France. Sinon nous gâcherions un atout car il est notre allié « objectif », comme dirait un marxiste.

*
**

Outre ces motifs culturels et historiques, l'autonomisme peut se prévaloir, auprès des nationalistes français, d'autres arguments :

1° Il est un obstacle à l'uniformisation des peuples. Par là même, il remet à l'honneur « l'enracinement » de l'homme à son terroir et rejette les « balladeurs ».

2° Il rééquilibre les pouvoirs d'exécution, actuellement tous concentrés à Paris ; il morcelle l'omnipotence de Paris donc l'influence des technocrates.

3° Pour ceux qui ne sont pas encore convaincus, j'avancerai un autre fait que, par opportunisme et esprit tactique, nous devons repousser : leur noyautage par la gauche.

Si l'autonomisme des provinces était institué, les régions au lieu de se scléroser, de mourir à petit feu redeviendraient des corps vivants et reprendraient conscience de leur entité et de leurs caractéristiques. L'autorité serait contrainte de se décentraliser : les responsabilités seraient situées à l'échelon régional et les décisions seraient prises au même niveau donc en prise plus directe sur la réalité et adaptées au contexte humain de la région. On ne verrait plus des régions stagner puis périr. Ce qui entraîne un exode catastrophique car il touche surtout les jeunes ou les plus actifs et les plus entreprenants. On ne verrait plus des villages entiers se vider, des artisans ou petits agriculteurs écrasés par la technocratie, qui « voit les problèmes de Sirius » puis obligés de partir et de rejoindre la mégalopolis Parisienne. Plus grave, cet exode s'accompagne d'un déclassement social. Les nouveaux arrivants occupent les emplois de manœuvre dans les industries parisiennes. Emplis d'aigreur par leur abaissement social, ils grossissent les rangs du prolétariat. Ce sont

des proies toutes trouvées pour le marxisme. C'est pourquoi, non seulement, l'autonomisme entraverait le recrutement des marxistes mais encore s'opposerait à lui. Il est un obstacle sérieux à l'uniformisation des peuples, souhaitée par le marxisme car lui, au contraire, il remet en honneur les différences de chaque ethnie. Par cela, les habitants de chaque région garderaient une plus saine notion de leurs origines et de leurs intérêts. Ce serait un désaveu de la doctrine marxiste qui ne réagit qu'en fonction de termes économiques et sociaux, qui ne voit que des différences de classe. L'autonomisme, lui, recelant des différences de race. M. Bardèche, dans le même n° 58 de « Défense de l'Occident » se dit p. 13 » personnellement convaincu de l'importance capitale que vont prendre les questions raciales dans le monde futur ». Ainsi, les habitants des régions ne se livreraient pas aux étrangers, sans attache dans le pays. Ils tiendraient en lisière les plus dangereux d'entre eux, les Juifs.

Actuellement la puissance de ceux-ci en France est facilitée par leur concentration près des centres de décision, soit Paris. Il est plus facile de noyauter et d'investir une tête unique que des centres nombreux et diversifiés. Si nous décentralisons les organes d'exécution, les Juifs seront obligés, s'ils ne veulent pas perdre leurs pouvoirs, d'« éclater » mais, par ce biais, ils seront d'une part séparés donc ils pourront moins s'entraider et d'autre part ils seront au milieu d'une population moins paisiblement indifférente à leur égard. La mafia juive étant dispersée, leur rôle serait amoindri. Avec l'autonomisme, tous les grands journaux français ne seraient plus parisiens uniquement. Donc ils ne seraient plus aussi aisément aux mains des Lazurik, Bleustein dit Blanchet, Smadja, Del Duca ou Cohen dit Lefort, Lazareff, Bloch dit Dassault, Servan Schreiber et autres Bensaïd dit Daniel. Il serait possible alors de « naturaliser » la radio, la télévision et le cinéma : c'est-à-dire tous les moyens

de diffusion de la pensée. Pour nous, nationaliste, ce serait un point capital. N'oublions pas qu'il y a quelques mois, l'I.F.O.P. a organisé un sondage d'opinion pour savoir si les Français accepteraient un chef d'Etat juif : la majorité de nos compatriotes (malgré les freins psychologiques de se confier à un inconnu sur un tel sujet) a répondu « Non ».

L'autonomisme, en restreignant le rôle de Paris, porterait un coup aux mœurs ultra-cosmopolites de la capitale, par suite, il restreindrait le rôle envahissant des Juifs, installés de fraîche date en France. En province, ou bien les Juifs s'assimileraient et deviendraient des Français de confession israélite (exemple : Robert et Raymond Aron ou André Maurois exemple Herzog) ou resteraient des corps étrangers pour qui la condition de Juif prime tout ; auquel cas, ils seront tenus à l'écart.

Bien que cela paraisse paradoxal, l'autonomisme entrave l'influence des ennemis du Nationalisme Français, ennemis qui prennent, parfois, 3 masques différents, la technocratie souvent apatride, l'enjuivement et le marxisme, masques qui, généralement, recouvrent en fait un même et unique danger.

Même, sans cela, il faudrait appuyer et canaliser les mouvements autonomistes. Pour une raison tactique. Nous avons vu que, par essence, l'autonomisme est plus proche de nos conceptions de vie que de celles des « gauchistes ». Or depuis un an environ, cette gauche s'est penchée sur le problème des régions (« Décolonisons les Provinces » disent-ils). Ce fut d'abord le colloque socialiste de Grenoble (mai 1966) puis la rencontre de Saint-Brieuc (décembre 1966) où le noyautage du P.S.U. est évident. L'un des membres les plus en vue du mouvement breton, Philipponneau, auteur (et c'est révélateur) de « la Gauche et les Régions », récemment paru est candidat F.G.D.S. aux élections de mars 1967. Autre fait significatif : le P.N.O. (Parti Nationaliste Occitan) parti-

cipe, depuis le colloque de Grenoble, aux commissions, qui y furent créées, pour le Sud-Est de la France, — il a aussi inscrit dans son programme le retrait de la France de l'O.T.A.N. A la dernière réunion publique organisée par le « contre-gouvernement » Mitterrand en janvier 1967, Morvan Lebesque fit un exposé violemment régionaliste. Enfin, le Parti communiste aurait créé un « Parti communiste Breton ».

Il nous faut renverser la vapeur d'une telle évolution qui nous est néfaste.

**

Par ailleurs, l'autonomisme n'est pas une attitude rétrograde ou réactionnaire, et, pour tout dire, démodée à l'heure des Grands Ensembles et des Blocs. Ce n'est pas un retour pur et simple à la France du XIV^e siècle qu'il prône.

L'autonomisme, projeté dans un cadre européen, permettrait la survie originale de certaines contrées. (De nos jours, que reste-t-il, par exemple, de la Bourgogne ? Où peut-on déceler, en Normandie, l'apport des Vikings et y retrouver les caractéristiques de leur empreinte ?)

L'autonomisme, au moment où le danger gronde pour l'Occident, permettrait de résoudre des conflits fratricides : il éviterait les heurts entre Wallons et Flamands ; il faciliterait l'éventuelle cohabitation entre Serbes et Croates ; il pourrait favoriser la renaissance de certains états tels que les Etats Baltés (Esthonie, Lettonie et Lituanie). Il ferait, enfin, disparaître certaines pommes de discorde entre états européens (cas du Tyrol du Sud).

Si l'autonomisme applique le slogan des Bretons (« Vivre dans l'appartement Bretagne de l'immeuble France du quartier Europe »), la constitution de l'Europe, non celle des technocrates à la sauce M.R.P. mais « l'Europe Réelle », aurait fait un grand pas.

C'est indéniable : en 1967, l'autonomisme est un atout maître dans la Défense de l'Occident.

missions,
ce, — il
a France
rganisée
ier 1967,
onaliste.
rti com-

volution

e rétro-
odée à
est pas
le qu'il

en, per-
(De nos
ne ? Où
ings et
e ?)
e pour
fratri-
nands ;
bes et
ertains
onie et
ommes
i Sud).
e Vivre
ce du
n celle
Europe

atout

François D'ERCE

Les Cathares

Au début du XIII^e siècle, le sud de ce qui est aujourd'hui la France se divise en trois grands blocs féodaux : le comté de Toulouse, le vicomté de Carcassonne et le royaume d'Aragon. Trois blocs mais une seule langue, celle-là même qui va donner son nom au pays, et parlée également en-deçà et au-delà des Pyrénées : la langue d'oc.

Au nord, le roi de France, menacé à l'est par l'Empire germanique et à l'ouest par la pression quelque peu envahissante des Plantagenêts, s'attache à poursuivre son œuvre de lente construction du royaume. Le comte de Toulouse est son lointain vassal et cela lui suffit. Il ne participera pas à la croisade, du moins à ses débuts.

A Rome enfin, le sommet hiérarchique d'une institution internationale, avec le Pape, maître spirituel du monde, disputant son pouvoir politique aux rois et jaloux surtout du bon fonctionnement de son Eglise.

Tels sont les trois acteurs du drame qui va se nouer : 40 ans d'une guerre civile européenne où seront en jeu et l'existence d'une nation et l'unité d'un dogme surnaturel, l'un semblant exclure l'autre (1).

*
**

(1) La meilleure des sources pour l'histoire de la croisade contre les Albigeois est *La Chanson de la Croisade albigeoise*, vaste poème contemporain des événements, dans la traduction remarquable de Eugène Martin-Chabot, Paris, 1931, 1957 et 1961 (3 vol.). Mais on pourra consulter également, parmi une volumineuse production concernant ce sujet, « Die Katharer » de Arno Bort, Stuttgart, 1953 (en allemand) et la version de l'Inquisition dans Jean Guiraud, « Histoire de l'inquisition au moyen-âge », tome I, 1935. Par ailleurs, on retrouvera l'essentiel de notre étude dans le 2^e cahier du C.S.C., « Provence-Languedoc », 14, quai St-Simon, Villeneuve-les-Avignon - 30.

Approchons-nous de plus près.

Le dernier acte carolingien touchant le Midi date de 955, le premier acte capétien de 1134 : entre ces deux dates le Midi de la France est livré au bon plaisir de l'anarchie féodale.

Anarchie judiciaire puisque dans le même temps va naître, au sein de cette petite Grèce, une civilisation originale. Héritière d'Athènes et de Rome, essentiellement peuplée de Ligures, de Celtes et de Wisigoths, l'Occitanie se forge une langue, qui devient internationale, et un art, le « gay sçavoir », fondé sur trois grands principes latins : liberté, tolérance, joie de vivre.

Anarchie judiciaire puisque l'ancienne Gaule togée oppose à la médiocrité agricole et terrienne de la Gaule chevelue une région richement peuplée, commerciale, maritime et très urbanisée.

La seule difficulté sociale y vient de l'Eglise. Alors qu'elle progresse au nord de la Loire, on la voit piétiner au sud. Ici l'Eglise et féodalité ne s'allient point pour imposer leur domination, mais s'opposent au contraire dans la conquête du pouvoir. Ici également l'Eglise se heurte aux dernières franges islamiques venues battre la grève languedocienne. Ici enfin l'Eglise autoritaire de l'époque se brise sur un paganisme et une tolérance directement hérités des Romains.

Aussi y recourt-elle à une « temporalisation » plus intense pour obtenir la suprématie sociale et politique. La joie de vivre méridionale s'applique aussi aux clercs ! C'est ainsi que nicolaïsme et simonie prolifèrent. Alliés à la douceur de vivre, ils produisent des évêques scandaleux (celui de Narbonne est resté fameux en ce domaine), des clercs trafiquants, des curés plus attachés à défendre leurs droits qu'à évangéliser leurs ouailles. Rome ne l'ignore point.

Il est significatif qu'en Languedoc la réforme grégorienne s'imposera difficilement. Ceci est aggravé par des

conditions naturelles et historiques défavorables : présence d'obstacles géographiques, avec un relief montagneux qui accueille charitablement tous les irréductibles, païens ou hérétiques ; succès de l'arianisme chez les anciens Goths ; influence islamique et judaïque sur le littoral, à un moindre degré qu'en Espagne cependant.

C'est alors qu'apparaît le catharisme. Au début du x^e siècle, en Bulgarie, le soulèvement des Bogomiles se présentait *a priori* comme un mouvement populaire d'insurrection contre la misère générale du pays, comme une sorte de jacquerie. Refoulés vers Constantinople, les Bulgares s'y forgent une doctrine qui emprunte à toutes les hérésies des débuts du christianisme et qui entend renouer avec la simplicité évangélique des premiers disciples du Christ.

Pendant deux siècles une lente infiltration va étendre l'hérésie aux régions anciennement ariennes : majoritaire en Lombardie, il atteint également les Balkans et l'Occitanie : au concile cathare de Saint-Félix de Caraman, en 1167, Nicétas, pape du nouveau progressisme, peut dresser un premier bilan : il règne sur 16 diocèses, 6 en Italie, 66 en Orient et 4 en Occitanie.

Rome aurait peut-être réagi plus discrètement si la nouvelle religion n'avait adopté comme cheval de bataille la lutte contre le luxe et la corruption ecclésiastiques. Mais ce cheval de bataille était le meilleur : il faisait l'unanimité des mécontents autour de lui, qu'il s'agisse des clercs, des bourgeois, des seigneurs ou du menu peuple : Rome est présentée comme le siège de l'Antéchrist, même par des auteurs catholiques, et cela n'a rien d'original dans le contexte religieux de l'époque.

Où Rome commença à trembler pour sa suprématie européenne, c'est quand elle sentit qu'un *schisme* menaçait d'éclater à proche échéance. La critique temporelle était une chose, la critique doctrinale en était une autre. Les cathares n'entreprenaient pas une simple révolte mais une

véritable révolution. Il fallait donc mater à tout prix cette opposition et anéantir ses cadres. Mais où et comment ?

Où, cela fut vite trouvé : heurter de front les positions majoritaires en Italie ou dans les Balkans était impensable. Par contre l'Occitanie offre un terrain de choix : pays riche, il attirera aisément les Croisés, qui ne sont pas hommes à toujours négliger les menus avantages matériels ; pays isolé entre le royaume franc et le royaume aragonais, tous deux au catholicisme sans défaillance, il sera plus facile à circonscire : une concentration de troupes peut s'effectuer à Lyon et verrouiller ainsi l'Occitanie ; pays morcelé en féodalités-seigneuriales, il sera aisé de les détruire les unes après les autres ; pays à minorité cathare, la résistance sera moins vive et la population loyaliste apportera son concours à la croisade ; pays foncièrement mécréant, cela permettra un assainissement général et l'implantation solide et définitive de l'Eglise sur ce sol. La neutralité bienveillante ou circonspecte de la France et de l'Aragon, l'indifférence des Plantagenêts allaient enfin être décisives dans le choix.

Comment ? Le meurtre du légat pontifical Pierre de Castelnau le 14 janvier 1208 vient à point nommé pour déclencher l'expédition punitive. Accusé sans preuves formelles, Raimon VI de Toulouse voit se déclencher une vaste opération militaire contre... le domaine de Raimon-Roger Trencavel son neveu. Décidé à sauvegarder à tout prix son unité territoriale, il se range aux côtés de la Croisade, ce qui lui permet de bénéficier pour un temps de l'immunité accordée aux Croisés.

Désormais, pendant 53 ans, l'Occitanie va être tout à la fois l'enjeu et le théâtre d'une guerre sans merci. Il n'est pas indispensable d'en retracer ici toutes les péripéties, mais quelques observations fondamentales s'imposent.

Et d'abord, quels sont les mobiles des Croisés, à commencer par ceux de Simon de Montfort et de son état-major d'évêques méridionaux ? Il y a évidemment la Foi, cette foi extraordinaire qui anime l'homme d'Europe du moyen âge, de Raimon IV défenseur de la Croix en terre sainte jusqu'à Hernan Cortès soldat du Christ au Mexique. Mais cette foi n'explique pas tout : pourquoi Simon de Montfort aurait-il poursuivi pendant 10 ans son action militaire alors qu'il pouvait s'estimer quitte après les 40 jours réglementaires ?

Si ce n'est point l'idéal seul qui guide ces hommes, que reste-t-il alors sinon le profit ? Si Folquet, ex-troubadour de Marseille et évêque de Toulouse, se range aux côtés des Croisés, c'est évidemment affaire d'orthodoxie. Mais surtout, c'est qu'il est le seul évêque du Midi à être *dépourvu* de terres. Et cela éclaire son « engagement » d'un jour cruellement nouveau !

De tels exemples abondent : Folquet de Marseille entre en religion en 1201 au monastère cistercien du Thoronet et 4 ans après, seulement, on le retrouve évêque de Toulouse ; Garcias de l'Ort, d'abord abbé de Saint-Pé de Générès, se retrouve en 1210 évêque de Comminges et, en 1211, évêque d'Auch ; Arnaud Amauri, d'abord abbé de Cîteaux, devient en 1212 archevêque de Narbonne...

Combien significative à ce propos l'attitude de ce dernier envers Simon de Montfort : en conflit avec lui sur l'attribution du duché de Narbonne, on le voit soutenir la cause de « l'hérétique » Raimon VI contre celle de Simon au concile du Latran en 1215, et même excommunier purement et simplement Simon de Montfort l'année d'après !

Voyez Simon de Montfort, petit seigneur de l'Ile-de-France, s'arroger par la grâce de l'épée les titres de vicomte de Béziers et de Carcassonne, de duc de Narbonne, de comte de Toulouse, et projeter même de s'étendre au Dauphiné et au Bigorre par le jeu des alliances : il est

devenu en 10 ans le seigneur le plus puissant de France après le roi, et distribue les terres conquises à ses partisans pour se les attacher, se concilie l'Eglise méridionale par des donations incessantes (2).

C'est donc une nuée de rapaces qui va fondre soudain sur les pays de langue d'oc. L'odeur du sang appelle les fauves. De toutes les régions d'Europe chevaliers et brigands accourent à la curée : Français, Normands, Auvergnats, Bretons, Lorrains, Angevins, mais aussi Frisons, Allemands de Cologne et d'ailleurs, Serbes, Croates, Autrichiens, Dalmates, Italiens et Bosniaques même !

La plupart ne restent souvent que 40 jours pour obtenir l'indulgence et financent eux-mêmes leur séjour. Mais au bout du temps prescrit certains demeurent, tentés par l'aventure, n'ayant rien à perdre et peut-être quelque seigneurie à gagner. Les autres, il faut les payer double solde par jour supplémentaire, ce sont des mercenaires ou, pour utiliser le terme du temps, des *soudoyers*, mot combien significatif !

Car Simon de Montfort n'est pas un traducteur fidèle. Selon les termes du troisième décret du concile du Latran de 1215, ce n'est que du « glaive de l'anathème » que les hérétiques doivent être « frappés ». Or, non seulement il utilisera le glaive tout court, mais il n'hésitera pas de surcroît à le retourner également contre les catholiques. Ceci devint rapidement notoire et un Saint-Aubin d'Angers doit attester que les catholiques furent autant que les hérétiques victimes des spoliations et des massacres des croisés.

Innocent III lui-même ne l'ignore point, qui écrit en janvier 1213 à Simon : « Non seulement vous vous êtes saisis des domaines où habitaient les hérétiques, mais vous

(2) Rien que pour l'année 1213, Simon donne le village de St-Martin-le-Vieil à l'abbaye de Villelongue, une rente de 20 livrées de terre au chapitre de Ste-Cécile d'Albi, les possessions confisquées de l'hérétique Hugues de Paulin à Bertrand, évêque de Béziers, 20 sous parisis de revenu sur le cens des Essarts en aumône perpétuelle à N.-D. de la Trappe... Et cette liste n'est pas exhaustive !

avez porté vos mains avides sur les terres où l'hérésie n'existait pas... L'illustre roi d'Aragon nous a fait remonter par ses ambassadeurs que non content de vous être élevé contre les hérétiques, vous avez tourné les armes des Croisés contre les populations catholiques, que vous avez répandu le sang des innocents et envahi à leur préjudice les terres des comtes de Foix et de Comminges et de Gaston de Béarn, ses vassaux, quoique les peuples de ces terres ne fussent *nullement suspects* d'hérésie ».

Innocent III l'ignore d'autant moins que Raimon VI n'a cessé, depuis le début de la Croisade, de présenter soumissions sur soumissions, de rechercher conciliations sur conciliations. A chaque fois, les chefs de la Croisade, sans refuser de front les propositions raimondines, se sont arrangés pour lui dicter des conditions exorbitantes et absolument inacceptables. Pierre d'Aragon le voit bien qui, devant Béziers, en situation de médiateur neutre, doit constater après le diktat des Croisés : « Cela se fera quand un âne volera dans le ciel ! » ; et qui n'a que ce commentaire à l'ultimatum du concile de Montpellier en 1211 : « Voilà qui a bien besoin d'être amendé par le Père tout-puissant ! »

A tel point qu'on verra Innocent III se montrer favorable aux raimondins au concile du Latran. Témoin son attitude dépeinte par la *Chanson de la Croisade* : « Il n'a pas ignoré les fautes commises par des gens d'Eglise qui lui sont hostiles [au comte de Toulouse] : de piété et d'indignation il a le cœur si douloureusement oppressé qu'il soupire et que des larmes coulent de ses deux yeux ». Témoin également ce dialogue : « Maître Tédise se prit à dire : « Seigneur, la bonne foi du comte de Montfort, qui a si bien réussi dans la poursuite de l'hérésie et la défense de l'Eglise, lui devrait valoir la possession de la terre conquise ». — « Maître, répondit le Pape, ce qui contrebalance bien son mérite, c'est qu'il a ruiné les catholiques à l'égal des hérétiques »... »

Mais à ce concile Innocent III n'est pas seul. Il y a là 19 cardinaux, 46 évêques dépendant du Saint-Siège, 71 primats ou archevêques, 316 évêques et plus de 800 abbés ou prieurs. Et c'est le parti des Croisés, malgré la significative défection d'Arnaud Amauri de Narbonne, qui va l'emporter : le pontife, prisonnier de son « Bureau politique », accorde les terres toulousaines à Simon, à l'exception des possessions provençales qui demeurent à Raimon VI. Mais il fait entendre à demi-mots qu'il fermera les yeux avec bienveillance si Raimon VII s'avisait de vouloir reconquérir par les armes le patrimoine de la maison raimondine...

Et si cela ne parvenait pas à convaincre, il suffirait de noter qu'en 1213, quatre ans à peine après le début de la croisade, Pierre II, roi d'Aragon, comte de Barcelone et seigneur de Montpellier, premier prince catholique de la Chrétienté, héros de la bataille de Las Navas de Tolosa où, le 16 juillet 1212, étaient écrasés les Sarrasins que Pierre II va prendre parti pour l'excommunié Raimon VI. Quel motif autre que celui de la solidarité occitane et de la défense du sol occitan aurait pu avoir ce souverain, malheureusement tué à Muret le 10 septembre 1213, mais qui assurément fit plus pour la défense du Christ que l'ambitieux Simon de Montfort ?

C'est que Pierre II avait parfaitement discerné la déviation subie par la croisade en moins de quatre ans. Aussi n'est-ce pas contre une croisade que ce prince très catholique va prendre les armes, mais contre une armée d'envahisseurs et de brigands : dès 1213 ce n'est plus Rome contre l'hérésie, mais le Nord contre le Midi. A Muret se réalise l'union sacrée, le front de combat occitan. Paradoxalement, c'est par cette défaite sanglante que l'Occitanie a réalisé son unité nationale : c'était une naissance à l'instant de mourir !

N'est-il pas mille détails significatifs pour confirmer nos

dir
dès
l'ar
cha
deu
V
le l
Voy
de
loca
subv
cier
Et
de g
gans
conc
lous
crier
No
pide
guern
en du
tisser
c'est
Qu
Simo
« Sir
avait
en ju
ribau
mée
excor
A l
distin
(3) Je
quête »

dières ? N'est-ce pas cette même ville d'Avignon, déclarée dès 1194 purgée de toute « dépravation hérétique » par l'archevêque d'Arles et où se réunit en 1209 le concile chargé d'organiser l'inquisition épiscopale, qui sera par deux fois excommuniée, en 1216 et en 1226 ?

Voyez les emblèmes héraldiques respectifs : Montfort a le lion rampant... et c'est Toulouse qui arbore la Croix ! Voyez ces hérétiques de Toulousains qui, pendant le siège de leur ville, se placent sous la protection du martyr local Saint Sernin tandis que leurs consuls votent une subvention extraordinaire pour que brûlent lampes et cierges devant l'autel de Saint Exupère !

Et voyez surtout quels sont, de part et d'autre, les cris de guerre, ce que nous appellerions aujourd'hui des slogans, le résumé des prises de position, l'aboutissement concret des doctrines : les uns crient : « Beaucaire ! Toulouse ! Avignon ! » et se battent pour leur sol ; les autres crient : « Montfort ! » et se battent pour un chef de bande.

Nous aurions beau jeu d'insister sur la substitution rapide d'une ambition personnelle pure et simple à une guerre sainte, cela après quatre ans d'une lutte qui devait en durer plus de quarante. Qu'il suffise de rappeler l'aboutissement de cette ambition. Cet aboutissement, crûment, c'est le *génocide*.

Que nous nous expliquions. Si l'un des biographes de Simon de Montfort (3) n'hésite pas à poser la question : « Simon de Montfort, criminel de guerre ? » c'est qu'il y avait tout de même matière à la poser. C'est qu'il y eut, en juillet 1209, le massacre de Béziers par la meute des ribauds, ces brigands qui gagnaient l'indulgence dans l'armée croisée tandis que les routiers raimondins étaient excommuniés.

A la question d'un croisé après la ville : « Comment distinguerons-nous les hérétiques des catholiques ? » le légat

(3) Jean Girou, dans son « Simon de Montfort, du catharisme à la conquête », 8^e éd., 1953.

apostolique a eu ce mot superbe et laconique : « Tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens ». Bilan : 20.000 habitants, réfugiés dans la Cathédrale et dans l'Eglise de la Madeleine, sont massacrés. Et, ajoute la *Chanson*, « on les tua tous, *faute de leur pouvoir faire pis.* »

A Lavour, le 3 mai 1210, plus de 80 chevaliers sont pendus (exécution infâmante), 400 habitants jugés hérétiques sont brûlés et la châtelaine, dame Guiraude, est jetée dans un puits, lapidée, enterrée vive. Et la *Chanson* de conclure : « Il fut fait là un si grand massacre qu'il en sera parlé, je crois, jusqu'à la fin du monde. »

A Minerve, le 22 juillet 1210, les croisés brûlent « mainte folle hérétique qui regimbait au moment d'être placée sur le bûcher ». Bilan : plus de 140 victimes. Et comme les croisés étaient d'une sensibilité extrême, « les cadavres furent précipités et enfouis dans la fange pour que notre gent étrangère n'eût pas à souffrir de la puanteur de ces ordures » rapporte un chroniqueur orthodoxe. Tous les habitants des Touelles, en 1212, sont mis à mort. A Moissac, le 8 septembre de la même année, plus de 300 routiers sont égorgés après capture. Il est plaisant après cela d'entendre Simon de Montfort, devenu par la force « comte de Toulouse », se plaindre de ce que ses sujets sont *agressifs!*

Et le massacre continue. A Muret, le 10 septembre 1213, mais il s'agit là d'un combat régulier et non pas de l'exécution de prisonniers ou d'otages, 20.000 combattants de langue d'oc sont tués, dont bon nombre d'Aragonais qui ne voulurent pas survivre à leur roi. A Marmande, en juin 1219, tandis que les défenseurs parlementent encore leur reddition, les troupes croisés se ruent sur la ville. « Alors commencent le supplice et le massacre redoutés, les barons, les dames, les petits enfants, les hommes, les femmes, tous dépouillés de vêtements et dénudés, sont par eux coupés en morceaux avec les épées aiguisées : chair, sang, cervelles, troncs, membres et corps dépecés

et é
le sc
anéa
Or
cript
loin
saier
du L
Ce n
des
adve
reur.
des
tanie
teurs
Ce
du V
nu-pi
place
yeux
Moiss
troisi
rédui
bat...
Ce
est fo
mon
vemb
tionn
épous
de To
les e
insult
trées
et de
goisse

et éventrés, foies et viscères détachés et tailladés jonchent le sol, comme s'il en était tombé une pluie... La ville est anéantie. »

On pourra toujours opposer à une horreur aussi indescriptible les représailles impitoyables des raimondins, qui, loin de s'en défendre et de s'en cacher, s'en enorgueillissaient (Cf. la fière apostrophe du comte de Foix au concile du Latran). Mais précisément il s'agit là de représailles. Ce n'est pas le Midi qui entreprit le premier de couper des mains et des pieds, de crever des yeux, de brûler ses adversaires. A la terreur ne pouvait répondre que la terreur. Et d'ailleurs, après la paix, qui continuera pendant des lustres à brûler des hommes et des femmes d'Occitanie, sinon l'Inquisition de l'Eglise de Rome et les inquisiteurs du clergé « méridional » ?

Ce massacre est systématiquement poursuivi aux accents du *Veni Creator Spiritus* que chante le clergé en aube et nu-pieds tandis que les soldats croisés donnent assaut aux places occitanes. A tel point que cet hymne deviendra, aux yeux des défenseurs, un véritable glas, un funèbre hallali : Moissac, épouvanté, abandonne ses défenses avancées au troisième verset de l'hymne pour se réfugier dans l'ultime réduit du château et se disposer à livrer le dernier combat...

Ce génocide, systématique donc sur le plan opérationnel, est formellement attesté par le programme même de Simon de Montfort, élaboré au colloque de Pamiers dès novembre 1212. L'avant-dernier article en particulier sanctionne par la déportation les femmes, même catholiques, épouses d'adversaires de Simon. A la fin de 1216 sortent de Toulouse de longues et lamentables files d'otages : « On les emmenait sous les menaces, les violentes injures et insultes et toutes sortes d'avanie. C'est à travers des contrées étrangères qu'ils sont *répartis*, chargés de fer épais et de chaînes douloureuses, subissant des maux, des angoisses, des dangers, et *les morts restant enchaînés aux*

vivants » rappelle la *Chanson* en un poignant tableau (laisse 179, v. 7-12).

Le 46^e article de ce programme édicte, quant à lui, rien moins que le croisement obligatoire des ethnies : toutes les veuves et héritières nobles du pays ne pourront se marier pendant 10 ans qu'avec des chevaliers français. C'est le programme d'anéantissement d'une nation sous le couvert de la plus grande gloire du saint nom de Jésus. Hernan Cortés lui-même, malgré ses massacres et ses destructions d'idoles, n'ira jamais jusqu'à ce degré d'ignominie. Et pourtant sa foi était sans doute autrement plus ardente que celle de Simon de Montfort !

Tel est donc l'homme qui, après sa mort le 25 juin 1218, sera qualifié par Folquet de Marseille (cet évêque qui refusait jusqu'au droit d'asile dans les lieux pieux aux habitants de son propre diocèse, ajoutant même : « Tuez les tous ! ») de « saint et martyr », par Pierre des Vaux-de-Cernay, commentateur fanatique de la croisade, de « gloriosissimus martyr », et, plus prudemment tout de même, de « Christi athleta intrepidus » par le pape Honorius III...

La paix est conclue une première fois en 1229. Raimon VII essaye bien pendant 10 ans encore de secouer le joug de l'Inquisition et de l'Etranger. Mais il ne survivra guère que de 5 ans à la ruine, en 1244, de Montségur, dernier asile albigeois. Et pourtant ce n'est qu'en 1255, onze ans après l'échec cathare, que tombera à son tour l'ultime bastion militaire occitan de Quéribus.

C'est dire assez, à l'issue de cette courte étude, qu'il faut faire la part du religieux et du politique : sous le prétexte de l'hérésie cathare, dont le mysticisme exacerbé et déréalisant ne pouvait guère troubler le paganisme foncier des Languedociens et Provençaux, l'enjeu de la croisade devint très vite le sol même de l'Occitanie, naguère convoité par Trencavel, Raimon VI et Pierre II, et que tous trois voulurent conserver intact au prix de leur sang.

F.-H. LEM

L'HOMME SUBORDONNÉ A LA MACHINE

Il s'agit par voie d'incidence, d'un des problèmes les plus graves et le moins souvent abordés par les chroniqueurs, voire par les sociologues et les urbanistes qu'il devrait solliciter au premier chef : celui de la discordance des rythmes dans notre civilisation technocratique moderne. Les avertissements ne manquent cependant pas : un bilan effroyable et sans cesse grandissant des accidents de la circulation, une tension nerveuse toujours croissante et biologiquement inacceptable en dépit d'apparentes adaptations, une discordance entre les aptitudes psycho-physiologiques de l'homme et les contraintes collectives auxquelles on prétend le soumettre. Il y a très longtemps que je me préoccupe d'élaborer un essai sur ce mythe de la vitesse, qui résulte d'une extrapolation abusive sur le plan pratique d'un concept d'ordre purement mécanique en son essentielle relativité.

Ce texte d'une lettre, adressée récemment à notre Préfet de police sortant, en sera le préliminaire. Durant huit ans ce policier métaphysicien, dont le « Bulletin de liaison », qui l'a suivi dans sa retraite, était la dernière revue littéraire du « Paris où l'on cause », paraissait avoir adopté la devise stoïcienne « Abstine et sustine ». Je souhaite que le fantôme de milliers de piétons écrasés sur la voie publique et que d'intelligentes et efficaces mesures de protection auraient pu conserver à l'affection de leur percepteur ne vienne troubler les rêves éthérés du Président Directeur

général de Sud-Aviation. Bien entendu cette lettre est restée sans réponse. J'espère qu'elle suscitera ici d'autres échos et que le règne du Préfet en exercice sera illustré par de louables initiatives.

*
**

« Intéressé comme tous les Parisiens par les mesures concernant la circulation, mesures dont dépendent leur sécurité, leur tranquillité, leur santé, sans parler de leurs intérêts, j'ai pris connaissance dans la Presse des récentes délibérations du Conseil Municipal à ce sujet. J'ai particulièrement apprécié vos déclarations d'intention, l'annonce des mesures que vous entendiez prendre afin d'améliorer les conditions d'existence dans Paris. Les opinions sensées et les décisions utiles en ce domaine sont si rares qu'elles méritent d'être soulignées.

Pour la première fois peut-être ces déclarations, à les prendre au pied de la lettre, manifestaient une prise de conscience objective sur les données d'un problème d'ordre collectif, qui ne peut être utilement résolu qu'en fonction de cette considération primordiale. Vous avez dit, répondant à vos interpellateurs, que pour vous il n'était pas question de *régler les courants de circulation afin de traverser Paris mais afin de l'irriguer*. On ne saurait mieux dire et situer plus raisonnablement ce problème devenu capital au niveau des exigences collectives et non plus des pratiques qui pour s'être généralisées n'en sont pas moins anarchiques et anachroniques.

Vous vous souviendrez peut-être des considérants d'une lettre ouverte adressée, il y a quelques années, à Monsieur le Président du Conseil municipal, lettre par laquelle je suggérais et réclamaï, au nom de tous les Parisiens de bon sens et d'esprit civique, qu'intervienne une Ordonnance préfectorale limitant la vitesse de circulation des véhicules dans toute l'agglomération parisienne. Cette

lettre imprimée, distribuée à tous les membres des assemblées délibérantes, ainsi qu'aux parlementaires de la Seine, fut également publiée dans le « Bulletin de la Ligue urbaine et rurale », dont j'ai assuré longtemps la rédaction.

Cette lettre vous fut communiquée et votre réponse transmise par le Président du Conseil municipal en exercice. Les dispositions nouvelles du Code de la route, fixant un plafond de 60 kh, pour toutes les agglomérations traversées, ces dispositions ne pouvant faire l'objet d'aucune dérogation pour Paris, vous déclariez que les vœux du pétitionnaire seraient implicitement satisfaits. Apparemment du moins et en admettant que cette vitesse-limite, pouvant toujours faire l'objet de mesures plus restrictives de la part des autorités municipales conservant leur pouvoir réglementaire en ce domaine, en admettant, dis-je, que cette vitesse, encore qu'excessive, fût strictement contrôlée et respectée. Hélas ! il n'en fut rien. A diverses reprises, et je n'ai pas été le seul, j'ai dû protester auprès des Pouvoirs publics, épuisant tous les recours de la hiérarchie administrative, contre le défaut d'application de mesures restées sans effet par suite d'une absence habituelle de contrôle ou, dans les rares et très épisodiques dispositions qui furent prises, avec une telle indulgence qu'on pouvait les considérer comme lettre morte.

Il est assez stupéfiant, pour ne pas dire scandaleux, qu'il ait fallu attendre ces dispositions récentes du Code de la route afin que soit prescrite, implicitement, une limitation de vitesse dans les rues de la Capitale. Il y eut une ordonnance très ancienne, à l'époque de la traction animale, qui limitait cette vitesse à 12 kh. Cette ordonnance abrogée, il était devenu loisible depuis bientôt un demi-siècle pour les automobilistes, qui ne s'en privèrent jamais, de transformer les avenues, les boulevards, les rues plus ou moins dégagées de la capitale en autodrome. Ils en ont si bien pris l'habitude que la compétition est restée la règle pour tout possesseur de véhicule, s'imaginant que le fait

d'avoir à sa disposition un nombre plus ou moins grand de chevaux-vapeur lui donne une priorité absolue sur tous ceux qui empruntent les chaussées, soit à pied, soit avec des véhicules tractés ou automoteurs disposant d'une puissance marginale moins élevée que la sienne. Il en est résulté cette mentalité asociale, anarchique de l'automobiliste, dont les conséquences s'aggravent avec les perfectionnements des engins qu'ils utilisent. Mais comme ces abus furent progressifs ils ont fini non par s'effacer mais par s'imposer et ce qui eut dû être considéré comme une intolérable pratique devenir un état de fait, contre lequel les protestations les plus légitimes passent pour les conséquences d'une mentalité inadaptée ou rétrograde.

L'écueil majeur et le fond du problème de la circulation dans Paris, comme dans toutes les grandes agglomérations, reste en dépit d'autres non moins graves et qui lui sont étroitement subordonnées — pollution atmosphérique, bruit, encombrements — l'excès de vitesse, car il est non seulement nocif mais irrationnel, allant à l'encontre de toutes les normes de la circulation considérée comme un fait et une fonction d'ordre collectif. C'est d'ailleurs bien ainsi que vous paraissez l'entendre, lorsque vous déclarez si justement « *vouloir irriguer Paris mais non le traverser* », ce qui revient à dire que la circulation doit servir Paris mais non le desservir. Tout le prouve : la statistique des accidents, les encombrements chroniques, le caractère spasmodique de cette circulation à l'encontre des normes tant recherchées par les services de la Direction compétente : *la fluidité*. Mais il n'est peut-être pas inutile de corroborer le bien-fondé de ces affirmations par l'exposé d'observations et de réflexions qui les rendent plus évidentes encore.

Si vous prétendez irriguer Paris, en réglementant sa circulation afin qu'elle soit rationnelle et justifiée sous son triple aspect économique, social, sanitaire, il faut immédiatement renoncer à toutes considérations d'ordre stricte-

ment
s'admet
mettre
plus s'a
dans un
mobile-
moyens
grandes
tion sa
tion co
ne peut
que sou
d'ordre
ture or
cette vi
transpo
cette ci
pouvoir
qu'il vie
ni ruptu
fussent-
supporte
que cell
des fant
les rues
que ce
paralysi
On pe
rationne
quotidie
leur vite
un rappo
ment d'
survolé
son ryth
ou les pl

ment individuel, qui sous leur aspect libéral pouvaient s'admettre en des temps révolus mais ne peuvent s'admettre dans la conjoncture actuelle, alors qu'on ne peut plus s'attacher, ainsi que l'a déclaré M. le Premier ministre, dans une récente allocution devant le Congrès des Automobile-clubs de France « qu'aux incidences collectives des moyens de transport individuel dans le complexe des grandes agglomérations modernes ». Devant l'augmentation sans cesse croissante du parc automobile, l'accélération constante des vitesses des véhicules de tout type, on ne peut considérer la circulation automobile dans Paris que sous son aspect statistique et comme un phénomène d'ordre en quelque sorte biologique, se référant à la structure organique d'une grande ville. A travers les rues de cette ville, qui sont comme les vaisseaux par lesquels se transportent et se distribuent les personnes et les biens, cette circulation est pareille à celle d'un fluide qui doit pouvoir s'écouler, se partager, porter et remporter, sans qu'il vienne à s'engorger, à s'immobiliser, sans congestion ni rupture. Si sur un réseau ferroviaire, dont les sections, fussent-elles soumises à la circulation la plus intense, ne supportent jamais une cadence de convois aussi rapide que celle des voies parisiennes, on admettait le centième des fantaisies, des excès qui sont monnaie courante dans les rues de Paris, il ne faudrait que quelques minutes pour que ce réseau soit localement puis totalement frappé de paralysie.

On peut donc affirmer que dans une réglementation rationnelle de la circulation des véhicules qui sillonnent quotidiennement Paris, le premier impératif doit concerner leur vitesse respective ; on sait que pour les fluides il y a un rapport constant entre le volume et la vitesse d'écoulement d'où résultent le débit et la pression. Si vous avez survolé en hélicoptère Paris vous avez pu être édifié sur son rythme de circulation. Dans les voies les plus étroites ou les plus encombrées, les files de voitures, aux heures de

pointe, cheminent lentement mais régulièrement sans hiatus. Sur les artères très larges et dont les sections que ne recourent pas les voies adjacentes, ou sur les chaussées moins spacieuses mais qui se trouvent délestées aux heures creuses, les files se tronçonnent et la circulation y devient immédiatement spasmodique. Les conducteurs paraissent avoir horreur du vide ; dès qu'un espace libre s'offre devant eux, sans se soucier des limitations ils accélèrent et la compétition est ouverte. Comme les cheminements parallèles ne sont nulle part matérialisés par des lignes jaunes continues, si ce n'est quelques couloirs réservés aux transports urbains, la conduite en chicane est de règle et on assiste aux impressionnants slaloms des conducteurs disposant des véhicules aux reprises les plus nerveuses en violation des interdictions les plus sévères, se rabattant en seconde, en troisième file, à gauche et à droite. C'est à qui arrivera le plus vite possible sur le prochain feu rouge que les plus désinvoltes « grillent » (la nuit cette pratique est courante) selon la règle d'or chère à tous les « bons citoyens » pour qui « tous les coups sont permis dès lors qu'ils passent inaperçus ». On peut poser en principe que sur la route et encore plus à travers les agglomérations 80 % des automobilistes violent délibérément les règles de conduite prescrites par le Code ; ceci en fonction d'habitudes invétérées et par suite de la carence des agents de la circulation, dont l'impératif paraît se traduire par ce geste frénétique de la main ou du bâton blanc les invitant à circuler. Je n'ai jamais vu un agent faire un geste modérateur. Ces chefs d'orchestre ne paraissent connaître qu'un seul « tempo » ! tous formés à la même école, convaincus que les règles de la circulation appliquées partout ailleurs ne sont pas valables pour Paris, car disent-ils « Paris c'est autre chose », le seul endroit du monde sans doute « où il sied de courir pour arriver à point... »

Le résultat de ces pratiques aberrantes s'inscrit éloquemment

ment d
Si bien
qu'ils s
fauchés
ne le s
vitesse,
qui n'c
atténue
ment e
relèven
de leur
soumis
licitatio
plus les
les mêm
ceux qu
sont ch
l'ignore
Il est
contrain
rience l
satisfais
sur ber
faite de
suffisan
circulati
sécurité
bien év
leurs co
duiraien
cherches
aurait t
dence r
conduite
abolie, l
fours, c

ment dans les statistiques, celles des accidents quotidiens. Si bien que l'on peut considérer que ces accidents lorsqu'ils sont graves — collisions brutales, piétons et agents fauchés aux carrefours, sur les passages cloutés, quand ils ne le sont pas sur les trottoirs, résultent tous d'excès de vitesse, dont les responsables premiers sont les autorités qui n'ont rien fait pour les prévenir, les limiter ou les atténuer. Les hommes sont les hommes. Pris individuellement et si on peut dire en dehors de tout contexte, ils relèvent des critères sur lesquels on peut se guider afin de leur demander raison de leurs actes. Pris en groupe, soumis aux pressions de l'entraînement collectif, des sollicitations du milieu, aux facilités offertes, leurs actes n'ont plus les mêmes mobiles et ne peuvent être appréciés selon les mêmes critères. Cette psychologie collective seconde, ceux qui élaborent nos règlements de circulation et qui sont chargés de les appliquer, la négligent ou paraissent l'ignorer.

Il est bien évident que si tous les conducteurs étaient contraints d'adopter une allure raisonnable qui, l'expérience le prouve, ne serait-ce que l'écoulement régulier et satisfaisant des actuelles passerelles et voies provisoires sur berge, ne devrait dans Paris et en aucun cas, réserve faite des transports prioritaires, dépasser les 45 kh, vitesse suffisante, vitesse répondant à toutes les nécessités de la circulation « intra-muros », à toutes les exigences de sécurité, de salubrité et de tranquillité publiques. Il est bien évident que non seulement les abus, avec toutes leurs conséquences fâcheuses, déjà dénoncées, ne se produiraient plus mais *cette fluidité de la circulation*, que cherchent vainement à obtenir les services compétents, aurait toute chance d'être enfin obtenue. Car à cette cadence régulière interdisant tous dépassements abusifs, la conduite « sportive » des dilettantes du volant serait abolie, les bouchons de véhicules agglomérés aux carrefours, comme un *pack* de chevaux attendant le coup de

pistolet du starter, se dissoudraient et leur écoulement latéral serait facilité.

Naturellement cette discipline nouvelle exige une mentalité toute différente de celles des automobilistes actuels. Il ne peut être question pour l'obtenir d'appels répétés à la prudence ou à la bonne volonté qui restent sans effet. Vit-on jamais les ligues antialcooliques appuyer leur propagande par des cocktails et les professeurs de vertu recommander à leurs auditoires la lecture des œuvres complètes du Divin Marquis ? Il ne s'agit pas davantage de procéder par des mesures de répression individuelles, vexatoires et pratiquement inapplicables. Seules les mesures de portée collective et en quelque sorte inéluctables peuvent atteindre leur but.

Il faut d'abord réviser les règlements dans leur lettre et leur esprit. En édictant 60 kh, considérés comme vitesse limite, en tolérant en fait 70 et 80 kh, ainsi que la pratique quotidienne le montre avec une évidence, qu'il faut être aveugle ou stupide pour ne pas constater, les experts du Ministère des Travaux publics et ceux de la Préfecture de police ont, une fois de plus, adopté la solution des compromis qui ne résolvent rien et aggravent tout. En ordonnant 45 kh, vitesse limite, on pourrait peut-être tolérer occasionnellement 60 et obtenir ainsi ce plafond qu'on a théoriquement fixé et qui se trouve constamment crevé.

Mais il ne suffit pas d'ordonner il faut se faire obéir et comme il n'est pas possible de donner à chaque automobiliste l'ange gardien qui préviendrait ses écarts, il faut le déterminer. Le seul moyen de le faire est de considérer l'excès de vitesse comme une infraction grave, la plus grave de toutes, ce qu'elle est en fait, sur la route et encore bien davantage à l'intérieur des agglomérations où elle devrait être considérée non plus comme délictuelle mais comme criminelle et comme telle s'assortir de sanctions si lourdes que d'avoir à les encourir découragerait le plus obstinés. Disposant du Carnet d'infractions, où celles rela-

tives au
chef, u
délinqu
récidiv
aurait
cès.

Il y
sport a
munie
au bru
l'est te
tures d
et les p
truquer
les jou
ont voi
posés à
bien de
tion de
jours b

Les c
chaque
flagrant
de les v
ou dont
nant à
d'autre
le ryth
cinémor
où les
pointe
dessus.
la secti
Mirome
Bouleva
lui de l

tives aux excès de vitesse devraient s'inscrire au premier chef, une répression, infligeant de lourdes amendes aux délinquants primaires et des peines de prison fermes aux récidivistes, avec retrait immédiat du permis de conduire, aurait toute chance de voir son action couronnée de succès.

Il y a plus et il y a mieux. Actuellement la voiture de sport aux fortes cylindrées aux accélérations puissantes, munie de doubles carburateurs et de pots d'échappements au bruit de tonnerre est de plus en plus à la mode. Elle l'est tellement qu'afin de ne pas être en reste des voitures de faible puissance offrent des dispositifs analogues et les possesseurs de voitures de grande série s'ingénient à truquer leurs engins afin de les rendre plus compétitifs. Tous les jours et dans les voies les plus fréquentées de Paris on voit foncer ces bolides sous le nez des agents préposés à la circulation, imperturbables ! Je me suis permis, bien des fois, de les interpeller sur les modalités d'application des ordonnances préfectorales en vigueur. J'ai toujours buté sur un silence désapprobateur.

Les constatations cependant sont faciles et je m'étonne chaque fois que je suis témoin des infractions les plus flagrantes de ne jamais apercevoir un agent en mesure de les verbaliser. Placés aux feux rouges qu'ils actionnent ou dont ils secondent les effets, avec ce geste rituel donnant à penser que les préposés à la circulation n'ont d'autre souci que d'en accélérer constamment et partout le rythme, je n'ai jamais vu un agent, muni ou non d'un cinémomètre, sur la partie médiane des sections de voies où les conducteurs amènent leur véhicule à l'extrême pointe de vitesse possible selon le diagramme retracé ci-dessus. Que ce soit, pour n'en citer que quelques-unes : la section du Boulevard Haussmann entre le carrefour Miromesnil et le carrefour Monceau-Washington, celle du Boulevard Montparnasse entre le carrefour Raspail et celui de l'Observatoire, les sections diverses des Quais rive

gauche et rive droite, Quai St-Bernard, Saint-Michel-Pont-Neuf, l'Avenue du Président Wilson, toutes les sections des Boulevards extérieurs, à l'entrée et à la sortie des passages souterrains parcourus en trombe, et tant d'autres. Je les fuis toutes comme la peste, m'étonnant toujours que les riverains excédés et en particulier les commerçants, auxquels ces « sections d'autoroutes » causent les plus graves préjudices, n'élèvent aucune protestation collective. Les automobilistes, je le répète, ont horreur du vide; aucun ne sait résister à la sollicitation d'une déclivité favorisant l'accélération, d'un feu vert qui l'engage à pousser sa voiture au mieux. C'est toujours ça de pris. En fait ils ne prennent rien d'autre, le plus souvent, qu'une attente prolongée à ce feu qui leur a servi de cible, après avoir fatigué leur moteur, gaspillé leur essence, empoisonné les riverains par leurs ralentis, les avoir assourdis par leurs reprises, leurs accélérations brutales, leurs coups de frein. D'ailleurs cette conduite absurde a quelque chose d'inéluctable même pour les conducteurs raisonnables, contraints de suivre la vague au risque, s'ils résistent, de se faire emboutir voire de se faire interpellé grossièrement.

Il est bien évident que si une limitation de vitesse stricte intervenait, contrôlée et sévèrement sanctionnée, de jour comme de nuit, ces pratiques et ces abus stupides, au regard desquels tout le monde est perdant, les automobilistes comme les riverains, il est bien évident que le rythme de la circulation serait immédiatement modifié — il est toujours question d'automobiles mais jamais de la manière de s'en servir. Il le serait plus certainement encore si la Préfecture de la Seine, en accord avec la Préfecture de police, adoptait les dispositifs qui s'imposent : généralisation des voies matérialisées, celles qui sont déjà réservées aux transports collectifs et prioritaires en bordure des chaussées, celles qui devraient être tracées sur toute la largeur des avenues, boulevards, artères princi-

pales à
en ligne
loir, ma
disciplin
plus ju
taires s
voitures
une pri
serait d
qu'avait
il y a
d'aucun
comme
celui d'
de contr
collectiv
mération
imposée
faire re
ne doit
d'une d
donnant

En so
puyer ur
de consc
inéluctab
dans la l
vite, ce
circulere
de l'effic
dent, im
importan
fait état
municipa

pales à sens unique ou double circulation. Non seulement en lignes discontinues, simple invitation à circuler en couloir, mais en lignes continues faisant de cette circulation disciplinée la règle et non l'exception, — règle d'autant plus judicieuse et acceptable que les circulations prioritaires se trouveraient assurées, celles des autobus, taxis, voitures de police et ambulances. L'anarchie actuelle est une prime aux malins, aux chauffards sans scrupule. Ce serait d'ailleurs la solution la plus rationnelle, la plus sage, qu'avait préconisée un expert new-yorkais venu à Paris, il y a quelques années, afin d'étudier ce problème que d'aucuns s'obstinent à considérer comme insoluble et qui comme le nœud gordien ne demande qu'à être tranché, celui d'une circulation cohérente. Ce serait le seul moyen de contraindre les automobilistes à respecter la discipline collective qui s'impose à l'intérieur d'une grande agglomération et qui doit s'imposer à leur esprit après s'être imposée à leurs usages. C'est aussi la seule manière de faire respecter *une nécessaire limitation de vitesse*, qui ne doit être en définitive que la traduction arithmétique d'une donnée de fait, résultant d'une « intégrale » coordonnant toutes ses composantes.

*
**

En somme le slogan, avec lequel il conviendrait d'appuyer une campagne d'opinion destinée à opérer une prise de conscience collective facilitant l'application de mesures inéluctables et qui finiront par s'imposer car elles sont dans la logique des choses, pourrait être « *Circulez moins vite, ce qui veut dire circulez plus régulièrement et vous circulerez mieux.* » Si les données de la statistique, celles de l'efficiencé, d'une économie bien ordonnée recommandent, imposent de telles solutions, il en est d'autres plus importantes et plus impératives encore. J'en avais déjà fait état dans ma « lettre ouverte au Président du Conseil municipal de Paris ».

La circulation dans la cité n'est qu'une fonction et cette fonction doit être assurée de la manière la plus efficace possible, compte tenu de toutes les subordinations qui sont siennes. En premier lieu et au premier chef, celles de la vie collective et individuelle, des besoins et des exigences spirituelles de tous les citoyens qui l'habitent ou la fréquentent. Elle ne peut aller, en tout cas, contre certaines exigences foncières, premières, celles auxquelles l'homme doit attacher le plus grand prix. Quels que soient sa condition sociale, ses besoins élémentaires physiques et matériels, l'homme n'est pas un robot, il ne peut être considéré sous l'angle exclusif du *consommateur* ou du *producteur*. Il est avant tout un être de chair et d'esprit, dont les appétits, les désirs, les sollicitations, les plaisirs et les joies ont des racines et des objectifs humains. Il veut être heureux, libre et se sentir tel dans toute la mesure de ses moyens, liberté qu'il exercera avec d'autant plus d'efficacité que cette liberté de fait respectera celle de ses semblables qu'elle conditionne. Les servitudes sociales sont inéluctables, nécessaires, encore faut-il qu'elles le soient en fonction de justifications valables ayant pour déterminant et pour but l'amélioration de la condition humaine.

L'asphyxie, le bruit, la laideur, le désordre, un rythme de circulation obsédant, sans aucune commune mesure avec les aptitudes naturelles de l'homme auxquelles l'environnement, les structures économiques et sociales doivent se rapporter et sur lesquelles elles doivent se régler, sont inacceptables. Toutes ces anomalies de nos cités actuelles, qu'on dit la rançon du progrès, sont aberrantes et destructrices. Elles engendrent l'accident, la maladie, les névroses obsessionnelles, des gaspillages d'énergie monstrueux. Tous les hygiénistes, tous les médecins, tous les sociologues, tous les urbanistes, tous les économistes conséquents les condamnent, — du moins en principe. Cédant au « mythe de l'automobile », considéré comme un postulat, et si véhémentement dénoncé par Lewis Mumford,

il n'y
que
ciens
dants
de le
Plu
retra
gisme
en ac
arbre
l'insu
mond
que s
cable
minel
pour
que
transp
vitesse
le cor
l'élabo
quats
Apr
sani,
fant l
en ba
manch
effecti
Au lie
grand
porter
auxqu
types
lective
res du
probat

il n'y a pour les admettre, les tolérer, les laisser s'aggraver que les administrateurs publics irresponsables, les politiciens démagogues ou aveugles, les technocrates outrecuidants et imbéciles, les industriels bornés à la promotion de leurs intérêts les plus immédiats.

Plutôt que de reconnaître ces vérités évidentes on se retranche derrière tous les sophismes, tous les paralogismes. Pour expliquer les hécatombes de la route on met en accusation la météorologie, l'état des chaussées, les arbres des bermes, les ingénieurs des Ponts et chaussées, l'insuffisance d'un réseau routier qui est le plus dense du monde, l'imprévoyance du Ministre des Travaux publics, que sais-je encore (?), sauf l'inconscience — trop explicable — des usagers, éternels moutons de Panurge, la criminelle surenchère des constructeurs de véhicules, qui a pour corollaire l'aveuglement des pouvoirs publics. Alors que dès longtemps l'automobile en tant que moyen de transport utilitaire ou d'agrément a atteint ses limites de vitesse raisonnable, que fait-on pour en assurer la sécurité, le confort, la salubrité, l'inocuité, voire la rentabilité par l'élaboration de règlements d'administration publique adéquats ?

Après les véhémentes déclarations dominicales de M. Pisani, ministre responsable de l'Équipement national, coiffant les travaux publics et les transports, qui proclamait en battant sa coulpe « *Nous sommes les assassins du Dimanche* » et annonçant de spectaculaires mesures, la plus effective fut l'augmentation du « Permis de conduire ». Au lieu de supprimer le spectacle désormais absurde des grandes compétitions automobiles, qui techniquement n'apportent rien que ne puissent apporter les essais rationnels, auxquels sont soumis sur des circuits spéciaux tous les types de véhicule, et qui ne sont plus qu'une incitation collective à la démence, on modifie le règlement des « 24 heures du Mans », relevant le niveau des vitesses aux épreuves probatoires pour toutes les catégories de voitures, sans

reculer devant ces vitesses qu'un chroniqueur qualifiait hier de « terrifiantes ». Mieux que cela les Pouvoirs publics encouragent la compétition, prévoyant des bourses qui faciliteront le recrutement et la formation des candidats à la mort subite. Interprétant les indications des statistiques des accidents de la route en 1965, un chroniqueur écouté, parmi ces journalistes à la solde de la Chambre syndicale des constructeurs et qui chargés d'éclairer l'opinion l'égarèrent, essayait d'expliquer pourquoi 52 % des accidents se produisent sur les lignes droites. Il incriminait l'assoupissement des conducteurs sur ces lignes monotones. Je me suis permis de lui adresser cette suggestion : « Pourquoi les ingénieurs des Ponts et chaussées ne remplaceraient-ils pas toutes ces dangereuses lignes droites par des lignes courbes ? » J'avais déjà suggéré à nos édiles parisiens, qui chaque année votent les crédits destinés à l'élargissement des chaussées et à la suppression des trottoirs — ce travail de Gribouille —, de raser purement et simplement Paris, ceci par étapes, ce qui donnerait dans un certain avenir des possibilités quasi illimitées aux automobilistes pour la circulation et le stationnement.

Faut-il rappeler ici les propos d'un sage, ceux de Jean-Pierre Peugeot, l'industriel bien connu qui vient de mourir : « A 30 à l'heure on risque d'aller chez le carrossier, à 70, à la clinique, à 100, au cimetière ». J'ai la certitude d'avoir raison mais probablement quelques années trop tôt. Si j'avais eu effectivement raison, il y a dix ans, alors que mes points de vue étaient ce qu'ils sont et mes suggestions identiques, il y aurait dans les cimetières de Paris quelques milliers de morts de moins, des milliers d'infirmités seraient aujourd'hui bien portants, des centaines de milliards de pertes insensées ou de manque à gagner eussent été épargnés ou profiteraient à la collectivité, l'état sanitaire et mental de la population parisienne serait, sans doute, infiniment meilleur qu'il n'est et Paris, une ville où, comme le déclarait très récemment un des esprits

libr
aur
le l

A
san
tan
pas
sécl
pab
tien
disc
dier

Q
gou
si s
pou
ce d
vites
sont
sera
et d
d'én
com
des
méri
s'en
sond
rogés
vites
néce
clien
çais
que

libres de ce temps, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, il y aurait aujourd'hui plaisir à vivre. J'ose espérer, Monsieur le Préfet, que vous y contribuerez dans le futur... »

*
**

A cette lettre j'ajouterai ceci. Si l'article 63 du Code pénal sanctionne avec une juste sévérité le délit de non assistance à personne en danger, quelles sanctions ne devrait pas encourir l'administrateur public, responsable de la sécurité collective de ses concitoyens et qui par un coupable aveuglement, une obstination stupide dans le maintien de réglementations désuètes, le refus d'imposer une discipline sévère mais indispensable, compromet quotidiennement cette sécurité qu'il est de son devoir d'assurer.

Question qui n'a pas l'air de préoccuper beaucoup nos gouvernants, nos législateurs, nos publicistes apparemment si soucieux d'éclairer l'opinion en exerçant ce troisième pouvoir qui est celui de la Presse dans un pays libre ; en ce domaine comme en tant d'autres, se laissant gagner de vitesse par un progrès technique incontrôlé, nos leaders sont en retard d'une génération. Cela coûte au pays, ne serait-ce que sur ses routes, 15.000 morts par an, un million et demi d'handicapés physiques, un gaspillage incalculable d'énergie, un bilan désastreux pouvant se chiffrer dans les comptes de la nation par des dizaines de milliards annuels, des dommages spirituels plus graves encore bien que numériquement inappréciables. Il serait peut-être temps de s'en apercevoir, en cessant d'avoir recours à ces pseudo-sondages d'opinion où, paraît-il, 5 % des médecins interrogés déclarent sérieusement qu'une limitation générale de vitesse sur les routes — devenue cependant absolument nécessaire — serait un obstacle au défoulement de leur clientèle ! Si cela est vrai, et j'ai peine à le croire, les Français devront bientôt se méfier autant de leurs médecins que de leurs fonctionnaires.

F.-H. LEM

L'EXTRÊME-ORIENT

La propagande de masse en Chine

Durant toute l'existence du P.C. chinois, celui-ci s'est toujours efforcé de faire appel aux masses, en leur donnant des objectifs clairs et précis. Il s'agissait essentiellement pour lui de parvenir à intégrer la population entière dans sa lutte.

Cette volonté allait même jusqu'à sacrifier des milliers d'hommes en les lançant sans équipement afin que la population participe à la lutte de l'armée populaire de libération. On faisait également participer la population à l'épuration en la faisant participer aux exécutions. La propagande du P.C. Chinois s'est toujours portée sur les masses et affectionne particulièrement les meetings, les rassemblements géants, imposant ses sortes de rassemblements. Le Chinois perdu individuellement retrouve son être au sein de la foule. La nécessité de scanner perpétuellement des pensées de Mao aboutit à une sorte de conditionnement. Un ennemi chargé de tous les péchés est présenté à la haine du Chinois chaque fois

que
effo
et
cibl
tenc
sim
mer
la p
hitl
lés,
sur
ger,
La
des
taux
faut
sait
laqu
cain
par
vant
sage
de f
ra
toug
mar
dans
puis
rer
pers
men
Le v
mini
met
cultu
marc

que le régime doit lui faire accomplir un nouvel effort... D'abord les Américains, maintenant les Russes et toujours les Américains et Tchong. Constamment la cible de la haine dirigée afin que toutes les énergies soient tendues. La propagande de masse repose sur des schémas simples, des slogans constamment répétés, des alignements enthousiastes et non raisonnés. Dans cette optique la propagande chinoise s'apparente plus à la propagande hitlérienne qu'à la propagande soviétique. Parades, défilés, retraites aux flambeaux. La propagande chinoise joue sur le complexe de la Chine et sur la peur de l'étranger, sur la peur et sur l'enthousiasme, double syndrome.

La propagande en Chine est donc une propagande des nerfs, une propagande visant à faire atteindre le taux d'hystérie maximum à un peuple entier. Aussi ne faut-il pas s'étonner de la révolution culturelle. Il s'agissait en réalité de la phase d'intensité maximum durant laquelle la Chine proclamait sa volonté d'écraser américains et russes. La période actuelle de reprise en main par Chou-en-Lai apparaît comme la phase dépressive suivant logiquement la phase de surpression. La Chine envisage donc maintenant avec plus de réalisme les rapports de force mais il ne faut pas croire que cette attitude durera plus longtemps. Un nouveau bond en avant agit toujours par paliers. La Révolution culturelle n'a pas marqué le maximum de l'hystérie chinoise, mais une étape dans l'escalade à dents de scie que poursuit toujours depuis sa création le régime communiste Chinois. Pour assurer une telle succession de phases, un renouvellement du personnel du régime est indispensable. Or ce renouvellement n'avait jamais été effectué au sein du P.C. Chinois. Le vieillissement des cadres était un fait d'évidence, les ministres Chinois étant les plus âgés du monde (si l'on met à part le personnel politique japonais). La révolution culturelle a donc permis le renouvellement de ses cadres, marque constante de la phase de surpression de la propa-

gande, que celle-ci soit marquée par des épurations massives ou des promotions non moins massives. Mais ces promotions déséquilibrent habituellement l'administration tandis que la phase de décompression est marquée en général par le retour sur la scène politique des cadres mis à l'écart. C'est ce qui se passe en Chine où Chou-en-Lai rétablit dans leur prérogative nombre de cadres politiques humiliés dans la révolution culturelle. Cette alternance de terreur et de « Thermidor » qu'avait déjà dénoncée Trotsky dans le cas de la Russie Stalinienne apparaît donc comme permettant une identification de la Chine en tant que système politique. Bien loin d'être Trotskyiste la Chine de Mao est Stalinienne, c'est-à-dire centriste par rapport aux Centristes de gauche et droite. On commet en effet une erreur en analysant séparément les différentes phases de la propagande Chinoise. On retrouve « des schémas » déviationnistes de droite (campagne des cent fleurs) (campagne de libération du régime en 1956), alors que l'ensemble apparaît au contraire comme nettement centriste la Chine de Mao, louvoyant également en politique étrangère entre « l'aventurisme et l'autoritarisme » que les dirigeants Chinois avaient tant reprochés à Khrouchtchev lors de la crise de Cuba en 1962.

L'Indonésie de Suharto

La situation actuelle est caractérisée par une très longue lutte et très subtile entre les généraux anticommunistes et Soekarno. Le très grand prestige de celui-ci, les nombreux partisans qu'ils possèdent dans les forces armées (police militaire et fusilliers marins) l'appui que lui apporte une grande partie de la paysannerie de l'île de Java, et aussi un certain sentiment d'affection et de respect que lui portaient ses généraux, tout ceci explique les ménagements que prennent Wasution et Suharto pour écarter

Soekarno
lement
nisant
ci a été
L'impo
karno
pustch
jugeme
ment d
éviter
des su
tiquem
ment
La c
cité du
monté
les pu
sur la
de l'I
difficil
fidèles
multip
innom
la réb
l'ouest
natiq
nistes
maqui
la lutt
L'In
incert
sent a

Soekarno du pouvoir. Le congrès du peuple, l'ancien parlement débarrassé de ses anciens communistes et communistes est en train de discuter du sort de Soekarno. Celui-ci a été privé depuis longtemps de la réalité des pouvoirs. L'important maintenant est de savoir si le président Soekarno passera ou non en jugement pour avoir soutenu le putsch communiste du 30 septembre 1965. Le passage en jugement de Soekarno signifierait certainement un soulèvement de ses partisans et une guerre civile, ce que veulent éviter à tout prix les généraux. Mais ils se sentent débordés sur leur droite par des associations d'étudiants fanatiquement anticomunistes et qui demandent un jugement et la condamnation de Soekarno.

La crise économique due à la corruption et à l'inefficacité du régime de Soekarno ne semble pas avoir été surmontée par le nouveau régime malgré l'aide apportée par les puissances occidentales. Il est très difficile d'anticiper sur la suite des événements car la situation à l'intérieur de l'Indonésie est très mal connue. Il est extrêmement difficile de se faire une idée exacte sur les forces restées fidèles à Soekarno. L'Indonésie est un pays vaste, aux multiples îles très isolées et où les révoltes locales ont été innombrables depuis l'indépendance. A l'heure actuelle la rébellion continue aux îles célèbres (séparatistes) à l'ouest de Java (communistes) et à l'est Dar ul Islam (fanatique musulman) tandis qu'à Sumatra les anticomunistes des colonels Lubis et Simbolon qui tenaient le maquis depuis 1958 se sont alliés à Sumatra au nom de la lutte contre le communisme.

L'Indonésie reste donc un pays déchiré au sort encore incertain bien que les généraux anticomunistes paraissent avoir la situation en mains.

Chronique de Pierre Hofstetter

L'Étrange entourage du Président Johnson

Un très curieux incident s'est produit il y a quelques mois aux Etats-Unis. Le président Johnson se serait plaint, en privé, de ce que la « communauté juive » américaine ne collaborait pas avec lui dans la lutte contre le communisme au Vietnam.

Ce manque de coopération est un fait évident, et Gerald L.K. Smith, qui consacre une longue étude à cet incident dans le numéro de janvier de sa revue « The Cross and the Flag », a écrit : « Tout observateur, même superficiel, aura pu facilement remarquer que la communauté intellectuelle dirigée par des Juifs arrogants et cosmopolites qui déterminent la ligne de conduite générale de la juiverie organisée, s'est toute livrée au sabotage de nos combattants au Vietnam ».

Le 18 septembre dernier, le « New York Times » (dont la direction et les propriétaires sont juifs, et qui, comme

par
rab
bur
moi
Jam
pro
nou
don

Il
diri
le p
de n
je c

O
New
Jew
imp
pres
pu

com
juiv
de
fait
et c
diat

Le
rifia
berg
nir
dans
n'oc

Ce
ger
Hor
les p

par hasard, vient de publier une série de textes très favorables au Vietcong de son collaborateur Harrison Salisbury, après avoir précédemment publié un reportage, non moins favorable au Vietcong, du progressiste londonien James Cameron, le même Cameron auquel on doit cette proclamation historique mais démodée : « Khrouchtchev, nous avons besoin de vous ! »), le « New York Times » donc consacra un éditorial à l'incident.

Il y eut, en effet, un incident. S'entretenant avec des dirigeants de l'association des anciens combattants juifs, le président Johnson leur aurait dit : « Si vous continuez de me refuser votre soutien contre les rouges au Vietnam, je coupe les vivres à l'Etat d'Israël ! »

On imagine l'émoi de ces messieurs, pas seulement à New-York, mais à Tel-Aviv ! Le 23 septembre, le « National Jewish Post & Opinion » d'Indianapolis, et l'un des plus importants journaux juifs d'Amérique, écrivait : « Il est presque incompréhensible que le président Johnson ait pu employer l'aide que les Etats-Unis fournissent à Israël comme « bâton de police » pour amener la communauté juive américaine à fournir un plus grand soutien à l'effort de guerre au Vietnam. Ceci est le plus grossier affront fait à la communauté juive dans l'histoire moderne juive, et c'est une insulte qui demande une clarification immédiate de la Maison Blanche ».

Le président Johnson, à notre connaissance, ne « clarifia » ni ne s'excusa. Par contre, ce coquin d'Arthur (Goldberg), malin comme une couvée de singes, fut chargé d'aplanir le différend. Goldberg est un monsieur très puissant dans la politique américaine, même si officiellement il n'occupe que le poste de délégué à l'O.N.U.

Ce même 23 septembre, dans le « B'nai B'rith Messenger », organe de la grande loge maçonnique juive, David Horowitz, philosophique, constatait : « Admettons-le. Tous les présidents (des Etats-Unis) sont de quelque manière

antisémites. L'essentiel pour nous est de faire avec eux aussi bon ménage que possible ».

Cela alla particulièrement bien pour les Juifs, d'origine américaine ou réfugiés d'Europe (selon certains, une bonne partie des « six millions » prétendûment morts ou disparus sous le III^e Reich se trouverait aux Etats-Unis), sous Roosevelt. Influencé par eux, et par les communistes installés dans son administration, il entra en guerre et chambarda la carte de l'Europe à Yalta. Par contre, on prétend que Truman ne les supportait que difficilement. Feu « le roi des Juifs », Bernard Baruch, eut une longue querelle avec Truman, jamais vidée. Et l'on raconte qu'un jour Truman, au comble de l'irritation, répondit aux demandes formulées par un groupe de rabbins : « Mais bon Dieu ! Est-ce que vous croyez qu'il n'y a que vous dans ce pays ? » Sous la pression des Juifs, Truman n'en dut pas moins reconnaître rapidement (et contre son gré, dit-on) l'Etat d'Israël installé en bonne partie sur des terres volées aux Arabes, car 1948 était année d'élection. Cependant, en 1952, il ne représenta pas sa candidature : Israël ne pardonne pas.



Revenons à Johnson. Le « Washington Observer », signalant l'incident à propos du Vietnam et des Juifs, demanda ironiquement : « A propos, vous êtes-vous demandé pourquoi « l'image » de Lyndon Johnson s'est quelque peu ternie récemment ? »

Poser la question est en même temps y répondre : après tout, une importante partie de la grande presse, des chaînes de télévision et de radio, est tenue aux Etats-Unis par ceux-là mêmes auxquels Johnson reprocha leur manque de collaboration dans la lutte contre le communisme au Vietnam.

Il est significatif à cet égard de constater que l'énorme battage fait autour du livre de William Manchester sur la mort de Kennedy comme, parallèlement, la vaste campagne

(pres
le ra
sont
ouve
été
ment
abou
La
abon
depu
ou n
sur J
Amér
qu'il
de Te
C'e
crate
Stuar
seul
moins
bien
parti
cepen
pure
d'une
sonne
soviét
livrer
gauch
Il y
sympa
ranch
tourai
(référé
autres
il a eu

(presse, édition, télévision, radio) destinée tantôt à démolir le rapport Warren tantôt à innocenter Lee Harvey Oswald, sont en fait dirigés contre Johnson. Celui-ci est presque ouvertement accusé d'être un « usurpateur » ou d'avoir été « derrière la main qui tua Kennedy », et, accessoirement, d'avoir fait en sorte que la commission Warren aboutisse à la seule culpabilité d'Oswald.

La manœuvre est machinée par le clan Kennedy, le plus abominable ramassis de « carpebaggers » qu'on ait vu depuis l'ère rooseveltienne, et la gauche américaine plus ou moins enjuivée. Gerald L.K. Smith porte ce jugement sur Johnson : « Il a plusieurs des caractéristiques d'un Américain à l'ancienne mode (c'est-à-dire la vraie), bien qu'il ait prostitué à l'opportunisme politique son éducation de Texan et ses origines sudistes ».

C'est en gros, mon opinion. De tous les candidats démocrates possibles à la présidence en 1960 (John Kennedy, Stuart Symington, Hubert Humphrey, et lui), il était le seul qui, sur le plan occidental, fut acceptable. Il était le moins nocivement internationaliste de la bande, et c'est bien pourquoi, d'ailleurs, les dirigeants judéophiles du parti démocrate n'en voulurent point. Si Kennedy le prit cependant comme candidat vice-présidentiel, ce fut par pure stratégie électorale : apaiser le Sud, d'une façon ou d'une autre, par la présence de ce Texan à ses côtés. Personne ne pouvait prévoir qu'un tueur formé en Union soviétique truciderait le jeune président, et du même coup livrerait la Maison-Blanche au grand Texan haï par la gauche.

Il y a plusieurs raisons pour que Johnson nous soit sympathique : c'est un homme du Sud qui préfère son ranch aux « zintellectuels » farfelus et ignares dont s'entourait Kennedy ; il est détesté de l'odieux clan Kennedy (référence sûre) ; Bertrand Russell, Sartre et quelques autres hurluberlus en ont fait un « criminel de guerre » ; il a eu le front de s'en prendre aux Juifs.

Vous me direz que tout cela est encore peu de choses en face du reste : le « socialisme » détestable et démagogique de la « Grande Société », les scandales nauséabonds (affaires Walter Jenkins, Billie Sol Estes, Bobby Baker), les origines douteuses de l'énorme fortune des Johnson, la stupide politique à l'égard de la Rhodésie, et on en passe. Mais il faut un commencement à tout.

Le pire reste évidemment l'étrange entourage du président. Il est connu que les tâches, les obligations et les responsabilités que doit assumer un président des Etats-Unis à notre époque sont si considérables qu'il est obligé de s'entourer d'un grand nombre de conseillers et de techniciens.

Cet entourage est si mal vu que l'« American Mercury » a pu écrire : « Nous sommes honnêtement persuadés que le présent régime à Washington est biologiquement incapable de faire quoi que ce soit de bon pour l'Amérique, même par accident. On s'attendrait plutôt à voir beugler un serpent et siffler une crevette que d'espérer quoi que ce soit de bon d'un McNamara, d'un Goldberg, d'un Rostow ou d'un Yarmolinsky ». Ces gens-là sont les plus remarquables éminences grises de Johnson. A McNamara il est reproché d'avoir affaibli la défense militaire des Etats-Unis. Goldberg, Rostow, Yarmolinsky sont les puissants manipulateurs juifs de la politique étrangère américaine. Tous ces hommes furent mis en place sous Kennedy, et Johnson n'a pas pu s'en débarrasser. Au surplus, il subirait l'influence du Juif d'extrême-gauche Abe Fortas, qui remplaça Goldberg à la Cour suprême, et qui en sait long sur toutes les petites combines auxquelles il fut jadis mêlé.

Pierre HOFSTETTER

Notes de lecture

Emeric DEUTSCH, Denis LINDON, Pierre WEILL, **Les Familles politiques aujourd'hui en France** (Editions de Minuit).

Quelle est l'importance de l'Extrême-Droite dans l'électorat ?
Quelle est la valeur de l'anticommunisme en France ? La Gauche a-t-elle encore des chances de s'unir ?

La réponse à ces questions se trouve dans un petit livre qui vient de paraître aux « Editions de Minuit ».

Ce livre, résultat d'une étude par sondage menée à six reprises entre 1964 et 1966 auprès de 10.000 électeurs par la SOFRES (Société Française d'Etudes par Sondage) essaie en particulier d'apporter une réponse aux questions :

— Existe-t-il dans l'électorat de véritables familles politiques ?

— Dans ce cas quel est leur avenir.

Sur une échelle allant de la gauche à la droite, 16 % se classent à l'extrême-gauche, 19 % à gauche, 31 % au centre, 17 % à droite et 7 % à l'extrême-droite. 10 % ne savent pas où se placer. Notons que les résultats de ce sondage ont un certain caractère de permanence puisqu'ils sont restés à peu près stable depuis 1964.

Un des résultats essentiels de ce livre est d'établir le caractère illusoire du centre : Si l'on en ôte les électeurs qui reconnaissent ne pas s'intéresser à la politique et qui ne se sont donc classés au centre que par indécision, celui-ci ne représente plus que 9 % de l'électorat.

On voit donc apparaître un électorat flottant, un « marais » formés d'indécis auxquels s'ajoutent les 10 % de non-classés, soit un total de 32 % de l'électorat.

Un tiers de l'électorat français ne s'apparente donc à aucune tendance politique, pourtant, des études plus poussées

montrent que lorsque le « marais » réagit politiquement, il le fait d'une manière nettement droitiste (par exemple 52 % de ceux-ci trouvent lamentable que la France ait perdu ses colonies et 20 % seulement acceptent la décolonisation). Ce qui caractérise l'électeur du « marais » c'est son indifférence à l'égard des problèmes politiques. Pourtant, dans la mesure où ils manifestent une opinion, c'est l'UNR qu'ils acceptent le plus fréquemment (40 %). Le choc de la campagne de télévision a déterminé le boycottage, 45 % du « marais » a voté pour l'opposition. Ce réveil du « marais » est une manifestation de son insatisfaction économique et sociale.

De même, le Poujadisme en exploitant le mécontentement du « marais » avait pu gagner une large audience parmi certaines de ces fractions.

Ce serait une erreur de rapprocher le « marais » du centre. Si le centre réel (9 %) consiste en un groupe politisé qui refuse consciemment de choisir entre la droite et la gauche, le « marais » représente 32 % d'électeurs vivant à l'égard de la politique souvent même plus attirés par des positions extrémistes que par des positions nuancées.

La gauche apparaît dans les enquêtes comme profondément divisée, ne constituant pas un bloc homogène.

L'extrême-gauche est à peu près homogène (elle est divisée en ce qui concerne le Marché Commun et l'aide aux pays sous-développés).

Quant aux électeurs modérés de gauche, ils sont en désaccord total à peu près sur tout (nationalisation, limitation du droit de grève, lutte contre le communisme).

De plus, sur des problèmes tels que l'aide aux écoles libres, les nationalisations, la perte de nos colonies, la gauche modérée adopte une position inverse de l'extrême-gauche.

L'élaboration d'un programme commun est donc un problème très difficile pour la gauche et l'extrême-gauche.

Mais même si la gauche et l'extrême-gauche réussissaient en dépassant leurs contradictions à élaborer un programme commun, elles n'en seraient pas pour autant majoritaires puisqu'au total, elles totaliseraient 35 % seulement des voix.

L'appui du « marais » serait donc nécessaire pour obtenir une majorité mais dans ce cas, il est probable que l'électorat du « marais » serait effrayé par un bloc de gauche compre-

nant le PC et serait plus vraisemblablement repoussé vers la droite.

En admettant que la gauche parvienne à s'unir, dans un avenir prochain, cela ne pourra être qu'éphémère.

Les contradictions entre la gauche et l'extrême-gauche apparaîtront vite, dans ce cas-là.

La majorité au pouvoir restera donc axée sur la droite et le centre pour les années à venir.

Contrairement à la gauche et à l'extrême-gauche, la droite et l'extrême-droite ont, à peu près, la même structure d'opinion. Si l'on examine les grands problèmes politiques, c'est à peine si les électeurs de droite modérée se distinguent de ceux de l'extrême-droite. On peut donc considérer que l'électorat de droite tout entier constitue un bloc homogène. Pourtant, il semble que l'on devrait assister à un renouveau de l'extrême-droite, celle-ci formant le courant politique le plus jeune, par rapport à la droite, mais aussi par rapport à tous les autres courants politiques.

Une unité profonde existe, sur le plan politique, entre le centre, le marais et le bloc de droite. Les réponses aux grandes options sont presque identiques dans tous ces groupes. On peut estimer qu'après la disparition de l'UNR, la création d'un parti de droite majoritaire deviendra possible.

Mais un parti politique de ce type peut et doit être animé par une idéologie dure. Le glissement « à gauche » pour ramasser des électeurs est une erreur grossière, d'après les analyses sociologiques elles-mêmes. Les gens de droite et du marais, et sans doute du centre, peuvent parfaitement goûter des thèmes antiparlementaires, responsabilité du Chef de l'Etat, indépendance nationale, socialisme national. La victoire électorale d'un parti de droite nationale, organisé et efficient, n'est nullement impossible. A condition, bien sûr, qu'il soit autre chose qu'un vague rassemblement électoral, sans doctrine et sans avenir.

R. AINLEY, Mourir pour rien ou avec la Légion en Indochine
(Stock, 210 pages).

La personnalité de l'auteur (journaliste britannique qui s'engage pour l'Indochine par anticommunisme) laissait espérer

beaucoup de ce livre ; d'autant plus que Stock orchestre sa publicité en le mettant en parallèle avec le célèbre « Bérêts Verts » de Moore, écrit à la gloire des forces spéciales.

Or, Ainley n'a vu (ou retenu) de l'Indo et de la Légion que les à-côtés. Son livre n'est qu'anecdotique et, en général, bien loin des combats.

Il est vrai qu'Ainley a passé presque tout son temps derrière un bureau à comptabiliser les bouteilles de bière. Ses seules missions consistaient à aller chercher le ravitaillement à Saïgon. Tâche bien peu exaltante pour un légionnaire.

Engagé sans doute par sentimentalisme naïf, il était trop peu préparé à la vie d'un légionnaire au combat. On comprend que la légion l'ait réformé 2 ans avant la fin de son contrat.

Ceux qui veulent revivre les combats héroïques de la Légion peuvent se dispenser de lire « Mourir pour Rien » : titre significatif mais où il ne faut voir aucune amertume contre l'incapacité (ou la veulerie) de nos gouvernants de l'époque.

De ce livre, on ne peut retenir que la phrase suivante : « La Légion s'énorgueillissait, à juste titre, d'être un des derniers bastions élevés contre le communisme en Occident » (p. 14). On comprend ainsi mieux que mes « intellectuels de gauche » s'acharnent contre ce corps d'élite.

Yann Benzec

H. STEIN, *Les Waffen SS* (Stock).

Un livre de Georges H. Stein, consacré à la Waffen SS vient de paraître chez Stock. Ce livre est la traduction d'une thèse de doctorat d'un universitaire américain, d'origine israélite, parue aux Cornell University Presse, en 1966.

L'ouvrage paraît présenter, au premier abord, une apparence de sérieux et d'objectivité. Mais, malgré l'abondance de sources originales, Stein accomplit un travail qui n'a d'historique que le nom. Ecrire que les Waffen SS des pays de l'Ouest étaient le plus souvent des bandits de droit commun et que les SS des pays de l'Est prenaient la fuite au lieu de se battre, c'est se moquer des lecteurs. Tout le livre

est de la même veine ; Stein fait disparaître des divisions Waffen SS, généralement sans gloire. Par exemple Stein déclare que les 13^e SS Handschar, 21^e SS Skanderbeg et 23^e SS Kama ont été dissoutes par l'Etat-Major SS pour manque de combativité. Le fait est manifestement faux. La 13^e SS Handschar a été exterminée sur la Drave de même que la 23^e SS Kama, en novembre 44. La 21^e SS albanaise, Skanderbeg, elle, se sacrifia dans le couloir Morouva-Vardar pour protéger la retraite des forces allemandes, se retirant de Grèce devant la ruée des russo-bulgares.

L'un des faits les plus frappants du livre de Stein réside dans ses constantes références à l'ouvrage de Clark, « La Guerre à l'Est ». Or Clark ne cesse de minimiser le rôle des Waffen SS et indique même, que dans les derniers combats, les Waffen SS fuyaient alors que la Wehrmacht combattait héroïquement. Tout cela n'est pas sérieux, c'est le moins que l'on puisse dire.

Stein multiplie les erreurs de faits et de dates. Il omet dans la bataille de la poche de Tcherkassy la brigade SS wallone, alors qu'elle y a accompli des exploits héroïques. Il pense que la L.V.F. a été mutée à la Waffen SS en 1943, alors que l'intégration a été faite en 1944.

Loin d'être une étude objective, le livre de Stein se spécialise dans la négation de l'existence d'une armée Waffen SS européenne. Pour Stein, les Waffen SS allemands furent les seuls véritables Waffen SS, animés de la foi national-socialiste, tandis que les Waffen SS non allemands étaient des mercenaires ne luttant pas pour l'Europe. Le système est simple et habile : sans nier l'incontestable valeur des Waffen SS des « unités de fer » (1^{er}, 2^e, 3^e, 5^e, 7^e, 9^e, 10^e, 11^e, 18^e, 44^e), Stein s'efforce de réduire à néant l'idée d'une lutte contre le bolchevisme, menée par la Waffen SS de 1941 à 1945. Malgré l'incontestable valeur de la documentation rassemblée, le livre de Stein est une entreprise haineuse contre l'idée de la lutte pour la défense de l'Europe contre les bolchevisme.

François BRIGNEAU, *Mon après-guerre* (Editions du Clan).

Du 6 février 1945 au 10 mars 1963, du Normalien fusillé Robert Brasillach au Polytechnicien fusillé Jean Bastien-

Thiry, ont vécu tour à tour Wen Allot, Julien Guernec, François Brigneau : trois pseudonymes, dix journaux, vingt scandales, cent portraits, des milliers de morts.

Tout cela ne fait qu'une époque : notre après-guerre, c'est-à-dire, pour résumer, « dix-huit ans pendant lesquels nous n'avons cessé de porter l'étoile jaune ».

Et pourtant de tous les visages entrevus, de tous les paradoxes à la von Salomon livrés par cet ouvrage, il ne demeure quand on l'a refermé qu'une grande paix intérieure, que le bonheur de pouvoir se murmurer à soi-même dans le silence : « Mon honneur s'appelle fidélité ».

Aussi est-ce sans tristesse que l'on pourra enregistrer ce témoignage dont chaque chapitre n'est que le récit d'une défaite, d'une absurdité, d'une exécution, d'une révolte. Sans tristesse car en fin de compte chaque chapitre réchauffera par sa tiédeur fraternelle et confiante : derrière les rictus de Lumumba il y a toujours le sourire et la chaleur humaine de François Brigneau.

Et c'est rasséréiné mais résolu qu'on mettra en exergue dans son cœur cette seule citation que je tiens à livrer ici avec la première : « On peut se permettre de perdre une guerre nationale, il ne faut jamais perdre une guerre civile ».

F. D'ERCE

Pierre DOMINIQUE, Les journées de juin (Collection Nouvelle Série Historique).

Au cours du XIX^e siècle où fleurit — en l'absence des vieilles corporations — cette liberté du travail qui ne fut souvent que « la liberté de mourir de faim », la France a connu deux terribles crises. En 1871 la commune de Paris sur laquelle Pierre Dominique a écrit, a dit Kléber Haedens, « un livre brûlant et généreux, coloré, tragique et remuant comme un tableau de Goya ». Et, vingt-trois ans plus tôt, les journées de juin, qui, pour s'être déroulées en un plus court espace de temps que la commune, n'en furent pas moins affreusement sanglantes. La Commune est une tragédie plus politique que sociale les Journées de juin sont une tragédie purement sociale, le premier soulèvement d'un prolétariat tout neuf déjà refoulé cependant dans ses propres quar-

tiers, e
pariti

Des
droit
à assu
inventé
une fo
Paris j

Ce s
sion de
trait d

Emile
Pagès,
particu
grâce
et cett
mais c
tard, c

Pierr
qu'il r
aussi l

Lauren
franç

De lo
toujou
il éme
nouvea
Tel est
Monde
notre r

A un
questio
concilia
d'action

C'est
l'érudit

La p
cette p

tiers, et qui en surgit soudain, l'arme au poing. Première apparition de Spartacus.

Des politiciens qui se payaient de mots avaient promis le droit au travail, autrement dit la certitude alors impossible à assurer d'un travail constant et d'un salaire régulier. Ils inventèrent les Ateliers nationaux dont l'ouverture avait été une folie et dont la fermeture déclencha la catastrophe. Le Paris pauvre se souleva.

Ce soulèvement de Paris donne à Pierre Dominique l'occasion de tracer, avec ce talent qui lui est si particulier, le portrait des différents acteurs du drame : Blanqui, Tocqueville, Emile de Girardin, Lamartine, Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Louis Blanc, se succèdent au fil des pages, et plus particulièrement Cavaignac « dictateur » à la romaine qui grâce au canon fut vainqueur. Ce mouvement sans doctrine et cette révolution sans chef s'écroulèrent sur les barricades, mais ce furent les fils des victimes qui, vingt-deux ans plus tard, déclenchèrent la commune.

Pierre Dominique, qui a l'art de donner la vie aux faits qu'il rapporte, nous propose un récit d'un intérêt constant, aussi bien informé que bien écrit.

Laurence TALBOT, *Les paladins du monde occidental* (Cercle français du Livre).

De loin en loin, du fatras des publications (qui sont presque toujours de mérite, mais ne révèlent que rarement du neuf), il émerge un livre qui apporte quelque chose de vraiment nouveau dans son essence et non seulement dans sa forme. Tel est le livre de M^{me} Laurence Talbot « Les Paladins du Monde occidental », premier d'une trilogie sur les sources de notre monde.

A une époque où beaucoup de choses semblent remises en question, la religion même étant bouleversée par décision conciliaire, il faut trouver de nouvelles bases de pensée et d'action.

C'est à cette tâche, assez gigantesque, que s'est attelée l'érudite M^{me} Talbot.

La préhistoire est l'objet de ses recherches. C'est-à-dire toute cette période de l'histoire des hommes qui n'a laissé que des

traces assez difficiles à déceler, parce qu'il s'agit de l'époque d'avant l'invention de l'écriture et pour laquelle les sources sont celles de la tradition orale. Le débroussaillage est malheureusement rendu difficile par les destructions auxquelles se sont livrés les conquérants au cours des âges, tous s'étant efforcés d'effacer ce qui rappelait la civilisation précédente. Ce fut notamment le cas en Gaule, où les Romains ont détruit les monuments des Celtes. Les religions nouvelles ont fait de même avec plus d'acharnement encore. Et dans une période toute proche, la Révolution française s'est efforcée de détruire les œuvres d'art et les archives de l'ancien régime ; elle y est d'ailleurs parvenue en grande partie, dans notre pays, pour ce qui concerne les anciennes corporations.

Cette préhistoire que M^{me} Talbot cherche à ressusciter, elle l'aborde en utilisant les ressources de la philologie. Le sens des mots donne l'histoire du monde. Les rapprochements de sons sont d'une grande importance pour une époque où l'écriture, et par conséquent l'orthographe n'existaient pas.

Une seconde source est celle des textes où ont été recueillies à une époque relativement récente les anciennes traditions orales de la mythologie nordique : les Eddas islandais, le Kalevala finlandais, la saga irlandaise, etc.

Mais une source peut-être plus fertile encore est celle des vieilles expressions populaires ou argotiques (l'argot étant un résidu de langues très anciennes) et celle des vieilles coutumes aussi dont le sens est perdu et que l'auteur déchiffre avec une remarquable érudition et un sens de l'humain non moins remarquable.

L'utilisation comme source historique de la mythologie et de la cosmologie des anciens nordiques comme des anciens Grecs est amplement justifiée, car il ne s'agit pas d'histoires enfantines, mais de l'expression mythique et artistique de faits qui ont une base dans la réalité. Comme l'écrit M^{me} Talbot. « Quand le temps eut effacé les témoignages vivants de leur authenticité, c'est alors qu'ils deviennent un objet de fable ».

Il n'y a pas dans ce livre d'exposé systématique de la préhistoire. L'auteur utilise la méthode des sondages pour débroussailler le sujet, et c'est ce qui donne à son livre son caractère attachant et convaincant.

Si
que
ciel
(un
faire
l'hon
et vé
C'e
races
l'expl
grand
dent,
tion
verse
C'e
les co
en E
des A
lisati
Pont-
subs
menc
gine
plus
Feren
libres
Une
d'aille
qui ét
rope
de la
de la
naissa
nomb
les fa
les XI
J'es
idée
contie
un liv

Si l'on peut se risquer à résumer un livre pareil, on dira que la première race fut celle des Atlantes, géants fils du ciel et de la terre, encore appelés « de la race de l'Arc » (un arc-en-ciel, dit la légende, ayant touché la terre pour y faire naître la vie). L'existence des géants est évidente, l'homme ne peut avoir été exclu seul du gigantisme animal et végétal que les fouilles ont révélé.

C'est du Nord de l'Europe que sont venues les premières races civilisatrices. Ces races ont apporté l'usage du feu, l'exploitation des mines, l'élevage du bœuf. Et les premières grandes migrations ne se sont pas produites d'orient en occident, mais dans le sens inverse. En conséquence, la civilisation n'est pas née en Orient, mais en Occident. C'est un renversement de la thèse actuellement accréditée.

C'est du Nord-Ouest qu'étaient originaires les Pelasges, dont les constructions gigantesques ont laissé des traces en Grèce, en Egypte et en Asie mineure. Ces Atlantiques descendants des Atlantes, spécialement des Scandinaves, ont porté la civilisation du feu, de la métallurgie et de l'élevage jusqu'au Pont-Euxin et en Asie. De nombreuses traces de ce passé subsistent dans la mythologie grecque par exemple, à commencer par l'histoire du héros pélasgique Hercule (non d'origine grecque, mais occidentale). Ce n'est pas pour rien non plus que les Européens ont toujours été appelés en Asie les Ferengi, ou Francs, ou Phrygiens, c'est-à-dire les éternels libres ; comme l'étaient les grands ancêtres du Nord.

Une preuve du bien-fondé de la thèse de M^{me} Talbot peut d'ailleurs être trouvée dans l'histoire des Normands et Vikings qui étaient d'une civilisation bien supérieure à celle de l'Europe chrétienne du VIII^e au XII^e : ils connaissaient l'usage de la fourchette, possédaient la boussole, avaient poussé l'art de la construction navale à sa perfection, possédaient des connaissances médicales étonnantes, etc. Ils furent vaincus par le nombre. Un tout dernier sursaut de ces peuples forts furent les fantastiques raids menés par Gustave-Adolphe et Charles XII.

J'espère que cet aperçu, très imparfait, vous donnera une idée de l'intérêt primordial de cet ouvrage d'érudition, qui contient une documentation formidable sur nos ancêtres. C'est un livre bouleversant, excitant pour l'intelligence et l'imagi-

nation, où vous ferez des découvertes étonnantes ou exquis. Un livre qui vous permettra de comprendre mieux beaucoup de choses.

Jean PLUMYENE et Raymond LASIERRA, *Le Complexe de Gauche* (Flammarion éditeur)

Ce petit livre est une énumération satirique des différentes manies et poses intellectuelles des gens de Gauche qui ne manquera pas d'amuser vivement nos lecteurs. Le comique involontaire dégagé par Sartre, Simone de Beauvoir et, d'une façon générale les lecteurs de l'Observateur et de la presse de Gauche engagée est décrit avec une patience de naturaliste. Un échantillon vous donnera une idée très rapidement du style de ces observations, un peu éloignées de celles de Bouffon, mais non moins savoureuses : « Sur la table de la cuisine, il y a trois tranches de jambon étalées dans une assiette blanche.

Dans ces trois tranches de jambon mises à plat, ici et maintenant, par Alain Robbe-Grillet, Roland Barthe se plaît à voir l'objet sans fonction ni substance, la pure surface sans profondeur promue par le nouveau roman. Il a raison.

On peut aussi y reconnaître un menu type. Celui de Beauvoir et de Sartre dans leurs rares moments domestiques et, à l'instar de ce couple exemplaire, celui de maints ménages gauchers. Le deuxième sexe n'aime pas cuisiner et le premier n'a pas faim. Tout écoeurés encore des bouillies du premier âge et des repas de famille qui s'en suivirent, interminables et solennels.

D'où ces nourritures non terrestres, charcuteries abstraites, nouilles au beurre yaourts immatériels. Le tout accompagné de gros rouge : envers et contre tous vos vins bourgeois et millésimés, moi je préfère Préfontaines. »

Nos lecteurs trouveront dans ce petit livre un très grand nombre de passages aussi drôles, qui concernent tantôt les personnages que nous avons nommés plus haut, tantôt d'autres marionnettes de la Gauche comme Jean Genêt, Roland Barthe, Mendès-France, Mitterrand, Jean-François Revel, etc...

Alfred FABRE-LUCE. *L'histoire démaquillée*. (Robert Laffont).

Ce livre de Fabre-Luce est excellent et plein de renseigne-

ments qui amuseront les gens qui aiment encore lire. On sait que Fabre-Luce avait commencé sa carrière littéraire il y a de cela plus de quarante ans en dénonçant, après un livre célèbre d'un auteur américain, les mensonges qui avaient cours dans le public sur les atrocités de la première guerre mondiale ainsi que sur les responsabilités de la guerre. C'est lui qui indiqua le premier que Poincaré n'était pas absolument un agneau sans taches et que la politique française n'avait pas été aussi résolument pacifiste en 1914 que l'histoire officielle voulait bien l'enseigner. Le livre de Fabre-Luce rappelle, sous le titre *l'Histoire Démaquillée*, ses premières révélations qui firent connaître au public le nom de ce jeune journaliste alors inconnu. Il y ajoute un certain nombre de démystifications qui intéresseront beaucoup nos lecteurs. Ils y trouveront en particulier des points de vue que notre revue soutient depuis longtemps, concernant notamment Churchill et tout ce qu'il y a de faux dans le mythe qu'on a construit autour de lui. C'est une lecture instructive et intéressante. Les passages consacrés à Staline enfoncent un peu une porte ouverte. Le dernier chapitre, consacré à Oppenheimer et à la chasse aux sorcières aux Etats-Unis ne donne pas une idée très nette du savant américain, néanmoins, là encore, Alfred Fabre-Luce rappelle un certain nombre de vérités trop peu connues des lecteurs français. Nous conseillons la lecture de cet ouvrage qui est extrêmement utile et qui complètera la documentation de nos lecteurs.

Henri MASSIS, *Au long d'une vie* (Plon).

Nous venons de recevoir également le dernier livre de Henri Massis ; *Au long d'une vie*, paru aux éditions Plon. On sait que le talent de mémorialiste de Henri Massis est tout à fait particulier et qu'il constitue une partie de son œuvre que quelques-uns préfèrent encore à ses livres doctrinaux les plus profonds et les plus justes. L'intérêt tout à fait particulier de cet ouvrage nous invite à en faire un compte rendu plus important que nous donnerons dans un prochain numéro.

La Presse d'Opposition Nationale en Europe

Au camp de Buchenwald. — Comment terminer la guerre du Vietnam. — La Russie au Vietnam. — Les antimissiles. — Le commerce Chine-U.S.A. — Black-out sur les recherches ethnologiques. — Interview de Fidel Castro dans « Play Boy ».

The Observer Review du 29 janvier 1967 donne d'importants extraits du livre en préparation de Robert d'Harcourt : « Le véritable ennemi » qui retrace ses souvenirs sur le camp de concentration de Buchenwald. Dans l'histoire si mal faite des camps de concentration, le témoignage de Robert d'Harcourt rappelle un certain nombre de choses déjà connues en particulier par les livres de Paul Rassinier et qu'on s'obstine en général à passer sous silence parce qu'elles gênent un certain nombre de gens. Robert d'Harcourt commence à rappeler les rivalités qui existaient dans tous les camps et, en particulier, la rivalité qui opposait les « rouges » et les « verts », c'est-à-dire les communistes et les droits communs. Il rappelle également que les SS n'intervenaient jamais dans le camp et laissaient l'essentiel de la direction du camp entre les mains des internés dirigés par leurs Kapos.

Les affaires internes du camp étaient dirigées par les prisonniers, le personnel allemand, qui consistait essentiellement de gardes SS et de un ou deux docteurs, était toujours réduit au minimum. La discipline dans les blocs, l'organisation de l'hôpital et de la cuisine, la formation des commandos de travail étaient entièrement entre les mains des kapos. Quand le portail du camp était fermé à la nuit, excepté un petit nombre de gardes faisant des rondes mitrailleuse au poing ainsi que les sur-

veill
mer
elle-
« v
cam
firm
adv
l'inf
pait
inex
bert
cam
droi
les
sava
grâc
qu'il
mit.
situ
vena
vie
pres
étaie
à qu
Le
terre
reau
table
mair
puis
rien
touje
com
à pr
sinéc
trées

veillants installés sur les tours, le camp était entièrement une société de prisonniers qui se gouvernait par elle-même. La rivalité entre les « rouges » et les « verts » ou entre les différents groupes politiques du camp avait pour principal instrument d'exécution l'infirmerie. La méthode, quand on voulait éliminer un adversaire, consistait, pour un kapo, à le diriger vers l'infirmerie avec un mot de recommandation. Il attrapait, quelques jours plus tard, une maladie accidentelle, inexplicable et dont l'issue était toujours mortelle. Robert d'Harcourt avait été prévenu, dès son arrivée au camp, du danger de sa situation, par quelques amis de droite. Le camp de Buchenwald était entièrement entre les mains d'une direction d'internés communistes. On savait que Robert d'Harcourt avait échappé à la mort grâce à l'intervention d'éléments d'extrême-droite et qu'il était, par conséquent, classé politiquement. On le mit en garde contre les conséquences graves de cette situation à Buchenwald « mon principal danger ne provenait pas des SS, quelque brutaux et indifférents à la vie et à la mort qu'ils puissent être, mais de mes propres camarades. Tous les nouveaux venus comme moi étaient soigneusement passés au crible pour déterminer à quel groupe politique ils appartenaient ».

Le récit reproduit par l'Observer Review raconte l'interrogatoire que Robert d'Harcourt subit dans les bureaux de l'Arbeitstatistik qu'il présente comme un véritable procès. L'arbeitstatistik était entièrement entre les mains d'un interné d'une trentaine d'années, kapo tout puissant qui avait derrière lui cinq ou six ans d'expérience des camps de concentration dans lesquels il avait toujours réussi à être un des gradés du camp. C'était un communiste très influent dont toute l'activité consistait à protéger les autres communistes et à leur procurer des sinécures. Il y avait de véritables batailles secrètes, feutrées, terribles, se terminant le plus souvent par des

meurtres, entre les différents groupes d'internés pour la désignation des postes à l'intérieur du camp. Il était passé maître dans ces différentes intrigues et son influence était redoutée par tous les détenus. Robert d'Harcourt raconte d'une façon très impressionnante l'émotion de ses camarades lorsqu'ils apprirent qu'il était convoqué devant ce tout puissant personnage, ainsi que l'atmosphère de luxe et de confort avec lequel il fut reçu dans son bureau. L'interrogatoire dura une huitaine de jours.

« Un matin, alors que j'étais occupé à répondre aux questions de l'interrogatoire, je jetai, par hasard, un regard à travers la fenêtre. Je vis un camion, environ à cinquante mètres, autour de ce camion, des hommes déchargeaient des cadavres d'internés dont il était rempli et les entassaient dans une sorte de fosse. Ils mirent plusieurs minutes à décharger ces cadavres, je regardais, fasciné. Autant que je m'en souviens, on ne pouvait pas s'apercevoir très bien que je voyais ce spectacle et que j'y étais si attentif. C'est à ce moment-là que mon interlocuteur commença à me parler doucement des dangers qui menaçaient ceux qui ne voulaient pas comprendre ce qu'il appelait les leçons du camp. Il faut apprendre ces règles vite, dit-il, et il faut leur obéir strictement. Autrement, votre disparition ici est inévitable. Je ne compris que plus tard que le kapo s'était arrangé pour que je sois témoin du spectacle du déchargement des corps et qu'il s'en était servi pour me terroriser ».

Robert d'Harcourt ajoute que son sort fut quelque temps en suspens. Il estime qu'il fut sauvé par l'intervention d'éléments de droite qui échangèrent probablement sa vie contre d'autres concessions. Il estime qu'au moment de son arrivée au camp, il avait été précédé par un dossier politique qui avait été remis entre les mains de l'interné des bureaux de l'Arbeitstatistik et que c'est en fonction de ce dossier qu'avait eu lieu son interrogatoire

et ce qu'il appelle son procès. Il pense aussi que, sans l'intervention de certains internés influents, il aurait été certainement liquidé.

« Quand ils apprirent que la hiérarchie communiste du camp avait décidé de me liquider, aussi vite que possible, ils intervinrent en ma faveur...

Si mon interrogatoire s'était mal terminé, on m'aurait donné un billet en apparence inoffensif pour me diriger vers le bloc médical ; peu de temps après, probablement sous le prétexte de me faire subir quelque traitement pour mes blessures qui me faisaient souffrir à cette époque-là, un des agents du groupe communiste m'aurait donné une injection. C'est cela qui aurait dû se passer. Mais il se trouva que le kapo auquel j'avais eu affaire était un homme juste. Mon procès eut lieu méthodiquement, patiemment et consciencieusement pendant quatorze jours et aboutit à mon acquittement. Je dois dire qu'il a tenu ma vie entre les mains et qu'il m'a épargné ».

Robert d'Harcourt ajoute que, depuis ce temps, le kapo en question est devenu un personnage important du gouvernement de Berlin-Est, qu'il a eu l'occasion de lui écrire une lettre et que la réponse qu'il a reçue se terminait par ce post-scriptum plein de sens : « j'espère, camarade, que vous avez retenu les leçons du camp ».

*
**

Dans l'Observer du 29 janvier, le journaliste Gavin Young, dans un article intitulé « Comment terminer la guerre du Vietnam » permet de déceler la manœuvre par laquelle les progressistes voudraient entraîner les Américains dans une sorte de capitulation ménagée habilement sous des prétextes de pourparlers de paix honorables. Le point central de l'opération consiste à les convaincre de parler avec le Vietcong comme principal interlocuteur en leur représentant que le Vietcong n'est

pas du tout ce qu'on dit et qu'il s'agit simplement d'un mouvement de Gauche uniquement progressiste et dont l'ambition n'est pas autre chose que de s'unir aux autres forces du Vietnam pour former une sorte de gouvernement de Front Populaire qui serait parfaitement indépendant de l'influence communiste. Cette ligne de manœuvre est parfaitement représentée par un certain nombre de réflexions, en apparence anodines, du journaliste anglais : « Quels avantages des conversations directes avec le Vietcong apporteraient-elles aux Américains ? Pour commencer, il ne s'agirait en somme que de politique réaliste. Il y a des indices qu'il n'y a pas du tout en entente complète entre les représentants du Vietcong dans le Vietnam du Sud et le régime d'Hanoï à la fois à l'égard des personnalités et de la doctrine. Des conversations du Vietcong avec les Américains pourraient très bien en réalité causer de la consternation à Hanoï et amener la perte de face de Ho-Chi-Minh. Ce dernier ne serait pas en position de s'opposer à ces pourparlers, bien qu'il redoute en fait que le Vietcong puisse prendre une décision qu'il n'approuverait pas.

« Lorsque les Américains seront en présence des représentants du Vietcong, il pourrait très bien devenir évident que ce ne sont pas du tout des durs décidés à établir un régime communiste rigide à Saïgon, comme une partie de l'opinion américaine le croit. C'est ce qui ressort des récentes conversations de M. Harrison Salisbury du « New-York Times » avec un certain nombre des membres de la direction politique du Vietcong ».

Toujours sur la question du Vietnam, Newsweek du 30 janvier sous le titre « Puzzle au Pentagone » donne des chiffres qui confirment l'efficacité des résultats obtenus par l'armée américaine au Vietnam du Sud en dépit de tous les commentaires de notre presse officielle.

« Il y a tout un débat parmi les statisticiens du Pentagone sur la signification des chiffres concernant l'in-

filtra
discu
recti
dues
filtra
vier
juin
octob
Le
listes
préc
aérie
d'aut
été
leme
depu

«
de s
du 3
princ
l'opin
comj
aban
L'a
tique
train
Vietr
russe
guern
effort
été i
souci
offici
ambi

filtration du Vietcong dans le Sud, mais il n'y a pas de discussion sur les chiffres eux-mêmes, tels qu'ils ont été rectifiés après un certain nombre d'exagérations répandues par la presse. Voici les chiffres *confirmés* sur l'infiltration Nord-Vietnamienne pendant l'année 1966. Janvier 4.800, février 8.400, mars 10.900, avril 900, mai 5.700, juin 11.000, juillet 2.700, août 2.000, septembre 1.400, octobre 600 ».

Le journal ajoute que ces chiffres, d'après les spécialistes du Pentagone, doivent être toutefois traités avec précaution parce qu'ils résultent de reconnaissances aériennes. On ne peut exclure absolument le cas où d'autres itinéraires d'infiltration non repérés auraient été utilisés et pourraient expliquer par conséquent, également, la chute considérable du chiffre des infiltrations depuis l'été.



« News and world report », sous la signature d'un de ses principaux rédacteurs publie dans son numéro du 30 janvier un article intitulé « la Russie est-elle notre principal ennemi au Vietnam ? » qui rectifie utilement l'opinion de ceux qui s'imaginent que le danger russe a complètement disparu aujourd'hui et que les Russes ont abandonné leurs plans concernant la conquête du monde.

L'article est daté de Saïgon : « C'est la Russie soviétique et non la Chine Rouge qui, en ce moment, est en train de devenir l'ennemi principal des Etats-Unis au Vietnam. C'est une constante extension de l'engagement russe dans la guerre qui est responsable du fait que la guerre d'Indochine demandée aux Etats-Unis un si grand effort financier. L'opinion publique aux Etats-Unis n'a pas été instruite de cette situation qui est regardée avec souci par les responsables militaires. Au contraire, les officiels de Washington ont représenté les Russes comme ambitieux de favoriser la paix tandis que, en général, on

représente la Chine communiste comme le principal responsable de la prolongation de la guerre et le principal empêchement d'un rapprochement américano-soviétique.

« Les faits qu'on commence à connaître racontent en fait une histoire toute différente. La Chine rouge, déchirée par ses troubles internes ne fournit qu'un armement léger, des munitions et du riz au Nord-Vietnam. Cette aide est utile à des forces de guerilla quand elle parvient jusque dans le Sud. Ce sont les Russes au contraire qui fournissent le muscle de la guerre qui permet la résistance du pays. Les proportions de l'aide soviétique sont énormes et elles représentent un capital très important. Les Russes actuellement investissent environ 1 milliard de dollars par an dans cette guerre. Grâce à cet investissement et sans pertes humaines, ils contribuent à contraindre les Etats-Unis à poursuivre une guerre qui est coûteuse en vies américaines et qui coûte aux Etats-Unis 30 milliards de dollars par an ».

« Les responsables des milieux militaires américains nous disaient récemment : il ne faut pas se le dissimuler, les Russes nous font la guerre dans un sens tout à fait réel. Leur contribution est beaucoup plus importante que la plupart des gens ne le croient dans le déroulement de la guerre. La plupart des camions qui transportent le ravitaillement nécessaire du Nord au Sud-Vietnam, par exemple, sont d'origine russe. Beaucoup des armes atomiques que nous capturons entre les mains des Nord-Vietnamiens proviennent de manufactures russes, beaucoup de nos pertes en aviation ont été causées par l'usage de canons de missiles anti-aériens ainsi que par l'intervention de chasseurs Mig ». Un autre officier supérieur nous disait : « si le ravitaillement soviétique en armes et en matériel cessait du jour au lendemain, cela aurait sur la guerre un effet certain, peut-être même décisif ».

L'au
souve

« D
sisten
l'U.R.S
gée. E
Etats-
tandis

Les
de son
en ce
Etats-
remar
Sunda
élémen

« L
de la
ainsi c
vert q
l'air a
à inve
anti-m
Tandis
bles, le
contre
Russes
général
que ce
d'histo
tique c
cou ».

« Si
prograi
ce pro

L'auteur de l'article conclut par cette réflexion trop souvent oubliée par nos analystes politiques :

« Des spécialistes importants de l'analyse politique insistent sur cette idée que la stratégie fondamentale de l'U.R.S.S. pour la conquête du monde n'a pas été changée. Elle consiste toujours à affaiblir la position des Etats-Unis partout où cela peut se faire dans le monde tandis que les soviets renforcent la leur ».

*
**

Les mêmes questions fondamentales de la guerre froide sont en réalité au fond du débat grave qui se pose en ce moment aux dirigeants politiques et militaires des Etats-Unis sur la question des anti-missiles. C'est ce que remarque le journaliste Fitzgerald Mac Lean dans le Sunday Telegraph du 21 janvier 1967 en exposant les éléments de cette question.

« Lors d'une visite récente que je fis dans les sous-sols de la Montagne du dragon volant dans les Chayennes et ainsi qu'au Strategic Air Command à Omaha, j'ai découvert que, pour le commandement suprême de l'armée de l'air américaine, la question des 64 millions de dollars à investir dans le futur Nike X, le prototype du missile anti-missile, était une affaire absolument essentielle. Tandis qu'elle dispose de pouvoirs offensifs considérables, les Etats-Unis ne possèdent aucune défense effective contre les missiles ennemis inter-continentaux. Ce que les Russes possèdent exactement est mal connu. On croit généralement que leur position est à peu près la même que celle des Etats-Unis. Toutefois, un certain nombre d'histoires courent sur le système de missile anti-balistique qui commence à être mis en place autour de Moscou ».

« Si les deux super-puissances s'embarquent dans un programme compétitif de défense anti-missile, le coût de ce programme pour l'un et pour l'autre sera colossal.

Les Américains, pour leur part, ne cachent pas qu'ils sont prêts à discuter en ce qui concerne cet aspect de la défense réciproque. La réponse des Soviets n'est pas très claire. Tout comme les Américains, les Russes ont à réfléchir à une éventuelle menace nucléaire du côté de la Chine. Mais, tout comme les Américains également, ils ont maintenant à faire face à une opinion publique beaucoup moins silencieuse qu'autrefois et qui exige du beurre aussi bien que des canons. Et, c'est en partie parce qu'ils s'occupent de cette réclamation concernant le beurre et tout ce qui l'accompagne, que Monsieur Kossyguine a gagné une certaine popularité ». Le journaliste conclut qu'il y a, peut-être sur ce point, un terrain d'entente. Pour l'instant, cette opinion paraît toute personnelle et assez optimiste.

*
**

Un lecteur du Times, dans une de ces lettres adressée au journal, qui constituent une des particularités les plus remarquables du célèbre quotidien anglais, donne un certain nombre de renseignements peu connus du public sur les rapports commerciaux véritables de l'U.R.S.S. et de la Chine. Ce correspondant est Monsieur P.-A. Timberlake, directeur d'une petite publication intitulée « China trade and Economic Newsletter ». Voici quelques-unes des remarques de Monsieur Timberlake :

« Votre correspondant déclare que des travailleurs soviétiques lui on dit : les Chinois ? laissons-les se débrouiller tout seuls, nous en avons assez de les nourrir et de leur donner du matériel. Voyez quel genre d'amis on arrive à avoir avec ces méthodes-là. En réalité, il faut savoir que l'U.R.S.S. n'a jamais nourri la Chine, au contraire, c'est la Chine qui a aidé l'U.R.S.S. à nourrir et à habiller ses propres citoyens. Si nous consultons les chiffres des dix ou douze années précédentes, nous découvrons que la valeur des marchandises four-

nies
et
l'U.R.
Dans
S.S.
étoff
à ce
fruit
la C
«
évidé
Russ
S.S.
four
ment
nisse
fois
Et le
produ
à pe
Le
fourn
ment
cation
trie m
Dan
3 fév
nous
« A
cien
rôle t
moder
de ph
cipale
des r

nies par les Chinois en céréales, riz, oléagineux, fruits et légumes, vêtements et tissages, en direction de l'U.R.S.S. s'élève à environ 200 millions de livres par an. Dans les trois ou quatre dernières années encore, l'U.R.S.S. importait de Chine des vêtements tout faits, des étoffes de lin et de textiles divers qui s'élevaient encore à cent millions de livres par an tandis que le riz, les fruits et les légumes et le thé que l'U.R.S.S. recevait de la Chine s'élevaient à 13 millions de livres.

« La réponse notée par votre correspondant concernait évidemment les fournitures générales livrées par les Russes. Il faut noter toutefois que jusqu'en 1956, l'U.R.S.S. a fourni à la Chine beaucoup plus que celle-ci ne lui fournissait. Mais, depuis 1956, la balance s'est entièrement renversée, la Chine est devenue en réalité un fournisseur de la Russie. En 1964, la Chine exportait trois fois plus en direction de la Russie qu'elle n'importait. Et les derniers chiffres montrent que ces fournitures en produits alimentaires en direction de la Russie atteignent à peu près 20 millions de livres pour douze mois ».

Le même correspondant rappelle que les Etats-Unis fournissent eux-mêmes à la Chine des usines complètement montées aussi bien que du matériel pour la fabrication et le traitement de l'acier, du cuivre, de l'industrie métallurgique, du matériel de précision et des textiles.

Dans la page scientifique du dernier numéro de Time, 3 février 1967. Le journal signale les faits suivants que nous ne croyons pas dépourvus d'intérêt :

« A la suite de ses découvertes en physique, le physicien William Shockley des laboratoires Bol a joué un rôle très important dans la découverte de différents types modernes de transistors et reçu en 1956 un prix Nobel de physique pour ses efforts. Depuis, il s'est occupé principalement des rapports entre la technologie et l'emploi des ressources humaines. Travaillant aujourd'hui à la

faculté de l'université de Stanford, ses recherches l'ont amené vers un champ d'investigation assez différent de celui qu'il avait exploré jusqu'ici. Dans un certain nombre de discours, de déclarations et d'interview pendant les trois années qui viennent de s'écouler, Schockley a accusé les milieux scientifiques d'ignorer ou de bloquer toutes les recherches entreprises concernant les différences qui pouvaient exister dans les éléments génétiques qui sont à la base de chacune des différentes races. Il a été accusé, au contraire, en raison de ses recherches, d'apporter de l'eau au moulin de ceux qui veulent maintenir des différences raciales. Schockley mentionne par exemple les problèmes de plus en plus graves qui naissent de l'existence de ghettos noirs et son attention a été attirée, dit-il, par le fait que 25 % de la jeunesse américaine, parmi lesquels un pourcentage considérable de jeunes noirs, s'avère incapable de subir avec succès les tests proposés par le Service de recrutement de l'Armée (équivalents de nos Conseils de Révision). Schockley pose la question suivante : est-ce que le milieu social est la cause unique de cette sous-capacité des Noirs ? n'y a-t-il pas à l'origine de ce phénomène des causes héréditaires ? Après avoir cherché la réponse dans la littérature scientifique, le physicien, au cours d'une réunion au Commonwealth Club de Californie a déclaré récemment qu'il n'avait trouvé dans toute la littérature consacrée à cette question que des assertions extrêmement vagues n'ayant absolument aucun caractère scientifique. Cette certitude, conclut-il, nous empêche d'attaquer de front avec des méthodes certaines, la question des ghettos urbains et risque d'augmenter le déchet humain qu'on est obligé de constater actuellement dans la population américaine ».

« Schockley attribue cette lacune scientifique à une sorte de libéralisme timide qui, dit-il, a créé un certain nombre de tabous contre toutes les recherches concer-

nant
telles
ciatic
toute
risqu
politi
me
derr
tume

Pla
chef

Da
vue
tobre
ses in
tervie
tains
des r

A l
l'affai
répon
accor
allait
déclar
s'est
cains
bien
sions

A la
U.S.A.
vahir
gentle
mes r
activi

nant les différences génétiques. Il accuse des institutions telles que l'Association le gouvernement fédéral et l'Association américaine anthropologique d'avoir découragé toutes les investigations dans cette direction parce qu'elles risqueraient d'aboutir à des *conclusions inutilisables en politique*. Nos intellectuels, conclut-il, traitent ce problème comme ces malades affolés qui préfèrent s'abriter derrière l'incertitude et qui n'osent pas montrer une tumeur à un médecin qui veut les soigner ».

*
**

Play-boy de janvier 1967 a publié une interview du chef de l'Etat cubain, Fidel Castro.

Dans cet interview, Fidel Castro donne son point de vue sur l'état cubain, la morale socialiste, la crise d'octobre 1962, sa conception de la révolution communiste, ses idées sur la Chine, sur la guerre révolutionnaire. Interview du plus haut intérêt dont on peut extraire certains passages particulièrement intéressants, apportant des révélations sur des faits en général mal connus.

A la question que pose le rédacteur de *Play-boy*, sur l'affaire des missiles soviétiques d'octobre 1962, Castro répond que ces missiles ont été envoyés avec son plein accord et, même, à sa demande, car il croyait qu'il allait être attaqué par les Américains. Par contre, il déclare que leur retrait a été fait sans son aval et qu'il s'est agi exclusivement d'une négociation entre Américains et Russes. Un point intéressant est qu'il indique bien que cet accord n'a été obtenu que par des concessions faites par les Américains.

A la question posée, pensez-vous que l'accord entre les U.S.A. et l'Union Soviétique ait empêché les U.S.A. d'envahir Cuba ? il répond : « Je ne sais pas si il y a eu un gentleman agreement réel, mais, ce que je peux vous mes mémoires mais que je suis un premier ministre en activité, mais, un jour peut-être cela sera connu, c'est-

à-dire le fait que les Etats-Unis ont fait beaucoup d'autres concessions pour résoudre la crise d'octobre et que ces choses n'ont jamais été publiées ».

A la demande, y a-t-il eu un accord signé? Castro répond : « Il y a eu un accord qui a été conclu à la fois par lettre et au travers de contacts diplomatiques ».

Castro étudie ensuite l'attitude des Etats-Unis à son égard et note qu'il accepte le principe d'espionnage par des avions U2 américains, car il considère que c'est le meilleur moyen de désamorcer une peur possible des Américains au sujet d'une installation de nouvelles rampes de lancement de fusées soviétiques.

A propos de la répression politique à Cuba, Castro déclare : « Je vais faire une exception pour vous en répondant à la question. Je pense qu'il doit y avoir approximativement vingt mille prisonniers politiques. Beaucoup de prisonniers sont en prison pour des offenses contre le peuple commises durant le régime de Batista. Je pense que, dans un procès révolutionnaire, il n'y a pas de neutres, il y a seulement des partisans de la révolution et, en face, des ennemis de la révolution. Dans chaque grand procès révolutionnaire, c'est ce qui se passe et cela est très heureux car cela s'est déjà produit dans la révolution française, dans la révolution russe, dans notre révolution ».

Castro parle ensuite de la rançon qu'il a extorquée aux Américains pour livrer les otages : « Nous avons calculé qu'ils ont payé au total 40 millions de dollars alors qu'ils nous avaient promis 62 millions de dollars ».

Cependant, à une question sur le blocus économique fait par les Américains à son égard, il déclare : « Le vaste marché que nous avons obtenu pour le sucre en Union Soviétique, dans les autres états socialistes d'Europe et en Asie, qui ont besoin de ce sucre et qui, en dire, c'est qu'il y a des choses que je ne peux pas déclarer maintenant puisque je ne suis pas en train d'écrire

même temps, produisent de nombreux articles dont nous avons besoin, fait que ce blocus est inopérant ».

A la demande faites-vous aussi du trafic avec les états non communistes, il déclare : « Oui, et nous avons d'excellents rapports avec eux ».

Pour convaincre les Américains que leur intérêt bien compris est de pactiser avec la révolution cubaine, il déclare cette phrase qui ne manque pas de saveur : « Un temps viendra où les Américains comprendront que dans tous ces pays (il s'agit des pays sous-développés) seuls ceux où il y a déjà eu une révolution auront la possibilité et la volonté de remplir leurs obligations financières internationales ».

Tout cela ne manque pas de charme lorsque l'on sait que le premier soin de l'état cubain a été de répudier ses obligations internationales et de saisir les avoirs étrangers.

Dans un vaste tour d'horizon, le journaliste de Playboy demande ensuite à Fidel Castro ce qu'il pense des problèmes de l'éducation dans l'état socialiste cubain. Castro répond : « Par exemple, l'histoire ne peut pas être prise comme la simple répétition d'événements qui sont survenus sans aucune relation entre eux, par un chemin accidentel. Nous avons une conception scientifique de l'histoire et du développement de la société humaine et, naturellement, dans beaucoup de ces sujets, nous sommes influencés par la philosophie. En gros, c'est-à-dire par l'anarchie. »

A la demande, y a-t-il une censure à Cuba, Castro répond : « Non, il n'y en a pas, mais un livre que nous ne croyons pas devoir avoir quelque valeur n'aurait aucune chance d'être publié ». Castro reconnaît ensuite que la presse cubaine ne présente qu'un visage déformé des Etats-Unis : « Tout ce que nous disons au sujet des Etats-Unis ne reflète évidemment essentiellement que leurs plus mauvais aspects et il est très rare que les

choses qui sont un peu meilleures soient publiées ici au sujet des Etats-Unis. Mais, je pense que nous devons créer la pire opinion sur tout ce qui se passe aux Etats-Unis d'Amérique ».

A la question de savoir si un opposant peut avoir la possibilité de critiquer l'état, Castro répond : « Un ennemi du socialisme ne peut pas écrire dans nos journaux, mais nous ne nions pas son existence et nous ne proclamons pas une hypothétique liberté de presse puisque, actuellement, elle ne peut pas exister ».

Suit alors une violente attaque du système américain, dans laquelle il est dit que les critiques et les gens de gauche ne touchent absolument pas le véritable problème : « Les critiques sont faites aux Etats-Unis, oui, mais dans le système et non contre lui. Le système est quelque chose de sacré, d'intouchable, contre lequel, à part quelques exceptions, il n'y a aucune opposition réelle et totale. Je sais que notre presse est déficiente dans ce respect mais, pour nous, je pense que tout cela doit être envisagé d'un autre point de vue que dans notre cas ».

Répondant ensuite à la question, à savoir s'il se sent un dictateur ou non, Castro répond : « L'homme que vous appelez Président peut lancer votre pays dans une guerre thermo-nucléaire sans même en avertir le Congrès. Il n'y a aucun cas de pouvoir semblable dans l'histoire. Il est intervenu au Vietnam de sa propre décision, il est intervenu à Saint-Domingue de sa propre décision. Votre Président, ce fonctionnaire que vous appelez Président, est la plus complète expression de dictature d'une classe qui a pu exister en donnant un pouvoir aussi absolu à un seul homme ».

A la question de savoir si il compte rester longtemps au pouvoir, Castro répond : « Je crois que tous ceux d'entre nous qui dirigent ce pays veulent se retirer relativement jeunes. Je ne propose pas cela comme un devoir, mais pour quelque chose de plus encore, pour un droit ».

LA VIE EN HOLLANDE AU XVII^e SIÈCLE

Musée des arts décoratifs

Organisée par *l'Institut néerlandais de Paris*, sous la direction du Prof. Frits Lugt, de MM. Sadi de Corter et Van Hasselt, une exposition qu'il faut voir. Le Musée des arts décoratifs, fidèle à sa vocation, accueille au Pavillon de Marsan cette belle et importante manifestation, qui avec 393 numéros à son catalogue se serait trouvée beaucoup trop à l'étroit dans les salons de l'institut, rue de Lille, où les amateurs parisiens purent admirer tant de remarquables ensembles : « *Van Gogh et ses amis* » — « *Le dessin italien* », « *Le dessin français* », dans les collections néerlandaises — « *Les aquarallistes hollandais* »... Par la qualité des œuvres, leur intelligente présentation, l'exactitude et l'intérêt des notices du catalogue établi par Paul Zumthor, prof. à l'Université d'Amsterdam, auteur de « *La vie quotidienne en Hollande au temps de Rembrandt* », celle-ci n'a rien à envier aux précédentes. Avec de nombreuses peintures, dessins et estampes, un choix d'objets significatifs, monnaies, médailles, reliures et livres, pièces d'orfèvrerie et d'ébénisterie, qui nous proposent le visage de la Hollande au siècle d'or, l'Exposition du Pavillon de Marsan comporte un double intérêt, artistique et documentaire. Et il était probablement mieux de n'y avoir recours à la présence d'aucun de ces maîtres prestigieux,

qui ont nom Rembrandt, Frans Hals, Vermeer, Ruysdaël, Van Goyen... dont le rayonnement transcendant les réalités d'époque eut risqué d'occulter le visage familial de cette Hollande du XVII^e siècle, qui fut un des beaux moments de l'Histoire de l'Occident.

Dans leur victoire sur un sol hostile, conquis en grande partie sur la mer et les deltas marécageux de la Frise, les descendants des anciens Bataves opérèrent à l'échelle de leur pays ce qu'avaient fait pour leur cité lacustre ceux des Vénètes de la Côte illyrienne et comme Venise à la Renaissance, la Hollande au XVII^e siècle épanouissait une fleur de civilisation. Rouliers de la mer, courtiers des nations, suscitant, transportant, entreposant, transformant les richesses produites sous d'autres cieux et en d'autres climats, ils élaborèrent une culture originale, brillante, dont les fruits allaient enrichir le patrimoine spirituel de l'humanité.

Ce fut le destin d'autres villes, d'autres peuples, cela depuis la plus haute antiquité : Phéniciens, Crétois, Génois, Villes hanséatiques. Le plus exemplaire reste celui de la Hollande, qui sur un territoire exigü, ayant la superficie d'un province française, et après la perte des Indes orientales, est encore au premier rang des nations modernes par son industrie, son économie, une culture hautement évoluée dans le respect de ses traditions séculaires et de ses valeurs acquises.

PIERRE BONNARD, PEINTRE FRANÇAIS, au Musée de l'Orangerie.

Je suis sorti émerveillé et rasséréiné de l'Orangerie des Tuileries. Au fond le calendrier fait bien les choses et si nos Officiels ont cru devoir célébrer avec un faste accablant le quatre-vingt-cinquième anniversaire de l'espagnol Picasso (que ne fera-t-on pas pour un quatre-vingt-

dixi
fois
conv
vaie
cent
mod
ceux
lage
Je
circo
toire
prop
une
ceuv
qu'es
daies
dépo
sous
de l
pour
pein
doir
fleur
eaux
volu
pêtr
men
les
flam
ras
res

dixième, que je lui souhaite plein de verdure, car à la fois très chrétien et très chinois j'espère toujours la conversion du pêcheur ou son auto-critique) ils ne pouvaient sans doute éluder celui de la naissance, il y a cent ans, à Fontenay-aux-Roses, de celui qui fut le plus modeste, le plus français et un des plus purs parmi ceux qui prirent le relais des impressionnistes dans le sillage de Gauguin.

Je passe sur toutes les références biographiques et les circonstances d'une carrière d'artiste qui fut sans histoire, consacrée totalement à la peinture. En ce bref propos je ne veux mettre l'accent que sur un seul fait, une simple et pour moi capitale observation. Dans cette œuvre si bien ordonnée, si cohérente et si claire quel qu'en soient les divers aspects, ces toiles, qui s'accordaient si bien avec l'aspect vaporeux des frondaisons dépouillées des Tuileries, ses parterres de buis givrés sous le ciel d'hiver, m'apparaissaient toutes sous le signe de la saturation colorée. C'est la part, « *la sensation* », pour reprendre le mot de Cézanne, de celui qui fut le peintre de la femme en la radieuse intimité de son boudoir et de ses soins attentifs de beauté, le peintre des fleurs, des corbeilles de fruits succulentes, le peintre des eaux vives, des jardins assoupis sous le soleil : quatrains voluptueux d'Omar Khayam, échos des offrandes champêtres et des enivrements du poète de « *Parallèlement* » et de « *Liturgies intimes* ». Jusqu'au printemps les parisiens pourront aller se réchauffer à cette douce flamme, oubliant la tétatologie picassienne, les embarras de circulation, les rentrées d'impôt et les surenchères électorales.

F.-H. LEM.

Les Disques

La Révolution Nationale Européenne, une évocation sonore (S.E.R.P.).

1936 : la guerre civile éclate en Espagne. L'Europe s'enflamme peu après.

D'un côté les Démocraties capitalistes alliées aux Communistes. Elles disposent d'énormes ressources matérielles et humaines.

De l'autre des peuples attachés à une idéologie nationale et socialiste qui a tort ou a raison font confiance à des leaders d'une qualité exceptionnelle et se dresseront pour défendre leur liberté et leur civilisation. Face à la gigantesque puissance industrielle dont disposent leurs ennemis, ils ne possèdent que de faibles ressources et bientôt, presque des amis, ils lutteront à un contre dix avant de succomber héroïquement sous le nombre et sous la puissance de feu de leurs adversaires.

De 1917 à 1939 les communistes se répandent en Europe. En face d'eux des hommes décidés s'appuyant sur une jeunesse enthousiaste tentent d'endiguer le défilement rouge qui menace l'Occident.

En Espagne, le général Franco donne l'ordre de l'insurrection contre un gouvernement prisonnier des communistes. Un sanglant conflit qui durera quatre ans et se terminera par la victoire des nationalistes, se déchaînent et mettent en quelque sorte le feu aux poudres. « La Guerre d'Espagne », disque édité par la S.E.R.P. nous retrace les principales péripéties de ce drame qui coûtera un million de morts à l'Espagne et ruinera pour longtemps l'économie de ce pays.

Mais les rouges sont balayés. En Italie Mussolini a pris le pouvoir, il enthousiasme les foules, les parias, les malheureux écrasés par la misère et de ce fait tentés par l'expérience communiste.

— « **Le fascisme italien** », album comprenant deux disques évoque le combat les souffrances et la mort de ce grand homme d'état qui aime trop son pays et le surestime peut-être.

En Allemagne, les nationaux-socialistes luttent pour la conquête du Pouvoir. Un enthousiasme révolutionnaire indescriptible balaie les vieilles formations politiques et boude la terreur rouge. **Voix et Chants de la Révolution Allemande** nous fait revivre l'époque de l'ascension du Nazisme.

La guerre est maintenant totale :

La France, isolée, mal préparée a été vaincue. Un vieillard, Philippe Pétain, nommé Maréchal de France durant la grande guerre est invité à s'humilier devant les vainqueurs afin d'obtenir un armistice. Ayant « fait à la France le don de sa personne », il s'adresse au Chancelier Hitler. Le cessez le feu est conclu.

Durant quatre ans, « Chef du Gouvernement » présent dans les jours sombres comme jadis il le fut dans les heures glorieuses », il épargnera à son peuple dans toute la mesure du possible les malheurs qui sont le sort d'un peuple vaincu.

Le disque « **Philippe Pétain** » qui contient les discours les plus caractéristiques du Maréchal évoque pour nous les sombres heures de l'occupation où l'espérance de millions de Français était accrochée à la voix de ce noble vieillard. Puis viendra le procès... la prison et la mort.

Nombreux sont les Français qui suivaient attentivement les éditoriaux de Philippe Henriot. Qui ne se souvient de ses dernières paroles qui bouleversèrent le cœur de nos compatriotes.

« Je n'ai plus à vous répondre... Il y a du sang entre nous. »

Cet homme courageux devait tomber peu après sous les balles des

Le disque consacré aux éditoriaux de **Philippe Henriot** nous restituent la voix de ce grand homme.

— Mais la guerre fait rage : En Russie, en Afrique du Nord dans les Balkans, l'armée allemande combat victorieusement sur tous les fronts.

Trois excellents disques retracent cette période d'apocalypse :

- Chants de guerre de l'armée allemande ;
- La Wermacht au combat ;
- L'agonie de l'armée allemande.

La seconde partie de cette tragédie s'achève par l'exécution du poète Robert Brasillach coupable d'avoir chanté l'amour et la liberté à l'heure où les « démocrates » ne clament que la haine.

« Poèmes de Fresnes », recueils des derniers textes de Brasillach par Pierre Frenay est un document sonore bouleversant mais riche d'espérances.

1945 : L'Europe saignée, ruinée, chancelante est démentelée et livrée aux vainqueurs : Les U.S.A. et l'U.R.S.S.

Le canon s'est tu. Les peuples pansent leurs plaies.

Mais déjà l'incendie se rallume. Contenu en Occident le Bolchevisme déferle sur le Tiers-Monde.

En Indochine, en Afrique du Nord, l'armée française se bat.

Et bientôt tout un peuple se livre et prend les armes pour défendre la France d'Afrique : quatre disques évoquent les différentes phases de cette guerre civile qui se terminera une fois de plus par l'effondrement de la résistance occidentale sous les coups des Barbares.

- 13 Mai 58 : Une lueur d'espérance ;
- Les barricades : Premier sursaut populaire contre la trahison marxiste ;
- Le Putsch : L'armée prend le Pouvoir ;
- L'O.A.S. : Dernier sursaut et mort de l'Algérie..

A ces documents sonores on peut joindre « Camérone », disque édité pour le centenaire de la Légion Etrangère qui s'illustra sur les champs de bataille et mena en Indochine et en Algérie le dernier et inutile combat.

La troisième partie de cette tragédie va une fois de plus se terminer sur une exécution : celle de Jean Bastien-Thiry mort pour avoir trop aimé la France. Un disque « Le Procès du Petit Clamart » retracera le jugement et la fin de ce soldat.

Mais déjà une nouvelle génération se lève en Occident. Elle est neuve, enthousiaste et s'apprête à prendre la relève. Sommes-nous sortis de la nuit ?

DES ANGES A TÊTE DE MORT

Six jeunes gens vêtus de noir avancent d'un pas lent, portant un cercueil, recouvert d'un grand drapeau à croix gammée. Sur leur casquette ou leur casque brillent les deux éclairs runiques SS ou scintille la croix gammée. Quelques badauds leur jettent des regards sournois ou haineux. D'autres jeunes, dans le même uniforme, suivent le cortège funéraire.

Sommes-nous en 1942, dans un petit village de Russie et assistons-nous aux obsèques d'un officier des Waffen SS, tombé au combat contre les Rouges ? Non, nous sommes en 1965, dans un petit village de basse Californie, où l'on enterre un « Hell's Angel » (Ange de l'Enfer). En guise de Marche Funèbre de Chopin, éclate une musique syncopée « sinfers » à la Beach Boys.

Telles sont les images-choc d'un film passant actuellement dans certaines salles parisiennes : les « Wild's Angels », ce film de Roger Corman « Les Anges Sauvages », est interdit dans tous les pays d'Europe sauf en France, où seule la version originale est autorisée. Cela n'a d'ailleurs pas empêché les U.S.A. de présenter le film au dernier festival de Venise.

Le film décrit les aventures d'une bande de blousons noirs « new look » qui s'avance dans la vie, lourde chaîne à la main et croix de fer autour du cou. Ces blousons noirs appartiennent à une espèce bien différente de celle de leurs congénères européens. Leur révolte contre la société américaine prend sa forme la plus virulente par sa référence au national-socialisme

allemand. Car ces anciens « rebelles sans cause » (du film de Nicholas Ray avec James Dean) s'efforcent de trouver une motivation politique, si primaire soit-elle, à leur refus du conformisme démocratique.

Corman nous montre ces Anges de l'Enfer lancés sur leur moto à l'assaut d'un monde qui les repousse. Leur chevauchée finale de Loser, poursuivi par un policier, au travers du Canyon, et sa chute (avec accompagnement d'une musique criarde), représente symboliquement le combat de l'insoumis et de l'ordre. Mais d'un ordre menacé, et les motos des Anges s'apparentent assez aux engins des hommes en noir devant qui en 1939-42, comme le disait leur chant : « les os vermoulus du monde croulent sous les chenilles de nos chars », les « Hell's Angels » de Corman refusent les a-priori de l'« American Way of Life ». Ils sont racistes et leur bagarre avec les Mexicains commence par « sale mètèque ». Dans un pays religieux comme les U.S.A., ils organisent dans une église où l'on enterre leur copain une orgie effrénée, après avoir assommé le pasteur.

Dans une société démocratique, les Anges refont fleurir le mythe du chef. Blue (Peter Fonda) est le guide incontesté de la bande, celui qui conduit la bande à l'assaut de l'hôpital où agonise Loser, ou qui organise la cérémonie de l'enterrement de celui-ci. Les Anges ne sont plus les asociaux-types de la Beat-Generation de Kerouac. Ils n'ont rien de commun avec les beatniks pacifistes et sous-intellectuels de gauche. Bien au contraire, leur violence s'exerce contre les gens de gauche. Leur rodéo motorisé perturbe les « Teach-in » (réunions) pacifistes de l'Université de Berkeley. Mais leur volonté de lutte apparaît comme déphasée par rapport à la situation actuelle : dans le film, les Anges préparent l'enterrement de Loser tandis que la radio annonce que les « Marines » se battent pour Da-Nang au Vietnam. Les Anges n'en sont pas encore au stade de la volonté

polit
folk
Le
de
Nan
la b
pour
ont
me.
(ciné
accu
publ
par
les
bruy
alert
point
1)
avec
2)
criar
jeu c
(le c
talen
sont
Le
que
dre
—
gauch
—
Nazu
U.S.A
niks)
Ce
logie

politique clairement exprimée mais ils se limitent à un folklore nazi sans débouché véritable.

Le film se présente comme un reportage, sans prise de position, pour ou contre. A part Peter Fonda et Nancy Sinatra, les acteurs sont de véritables anges, de la bande de Venice (Californie), qui se sont faits payer pour leur participation. Mais les distributeurs du film ont introduit un avertissement sur les dangers du nazisme. Cet avertissement, dans la salle où je me trouvais (cinéma Le Boul'Mich, boulevard Saint-Michel), a été accueilli par des ricanements et des coups de sifflet. Le public se composait à part égale d'étudiants intéressés par les croix gammées et les blousons noirs attirés par les motos de la bande. Dans une ambiance assez bruyante, l'assistance suivait les péripéties d'un film, alerte et nerveux, bien enlevé et techniquement très au point. Deux reproches à faire au film :

1) une musique excellente mais « collant » assez mal avec les images ;

2) une très mauvaise utilisation de la couleur, tous criards, en particulier. Peu de remarques au sujet du jeu des acteurs : Peter Fonda est un excellent « Blues » (le chef de la bande); Nancy Sinatra joue, sans grand talent, l'égérie de « Blues », *Mike*. Les anges de Venice sont et jouent « nature ».

Le message du film, si message il y a, paraît bien être que toute contestation de l'Amérique ne peut que prendre des formes aberrantes :

— ou la veulerie et l'avachissement des beatniks de gauche ;

— ou la violence fruste et tournée vers le passé des Naziiks (contraction à la mode sur la côte ouest des U.S.A. pour désigner les anges : vient de Nazis et beatniks).

Ce qu'admire dans les SS les anges, ce n'est pas l'idéologie (rien au moins ne le suggère), mais c'est un som-

bre amas de mort que symbolise si bien la tête de mort des unités SS. Et le nihilisme du film se veut proche du nihilisme supposé de la SS.

Dans les dernières images, Corman nous montre Blues continuant à enterrer Loser, après une bagarre avec les villageois, alors que retentissent les sirènes de la police, qui le recherche pour un méfait antérieur. Blues a capitulé devant un ordre inaltérable, il sait que sa révolte a été vaine mais il n'accepte pas sa défaite et il attend, méprisant, ses provisoires vainqueurs. Le nihilisme débouche sur une sorte de suicide et Blues s'apparente encore plus, dans un effort inconscient, au waffen SS attendant bazooka au poing, le char russe qui va l'écraser, dans une Allemagne à genoux.

Tout, dans le film, est à la fois attachant et exaspérant : attachant par une description réaliste et sans parti-pris d'une faune étrange et d'un état d'esprit étonnant. Exaspérant par son perpétuel refus de dépasser le stade du reportage pour passer à celui de l'observation-pensée. Mais un film qui ne craint pas les tabous et où la violence crève l'écran, mieux que dans la plupart des films « noirs ». Un film sans bons sentiments, et où les « méchants » habituels d'Hollywood sont devenus, par la grâce du réalisateur, des chevaliers modernes. Chevalier en Harley Davidson, qui n'ont point de quête du craal à accomplir, mais qui semblent, dans leur noir costume, être les chevaliers de l'apocalypse d'une société de consommateurs, repus et satisfaits.

François DUPRAT.

Le gérant : Maurice BARDECHE

Dépôt légal 2^e Trimestre 1967 N° d'impression : 706

Imprimerie H. DEVE et Cie, Evreux

Eliane NORBERG

LA DANSE DES CRABES

Le « milieu » politico-financier

Celle qui écrit sous le nom d'Eliane Norberg a connu, depuis sa plus tendre enfance, tous les dessous de la politique et de la haute finance. Elle appartient à une famille célèbre dans l'histoire de la République et apparentée aux milieux ministériels et aux milieux des grandes affaires qu'on retrouve sous tous les régimes. Personne mieux qu'elle n'a été le témoin de vertigineuses ascensions et de non moins vertigineuses chutes.

Petite jeune fille, encore en classe, elle était priée de s'asseoir à la table familiale quand une subite crise ministérielle risquait, par l'absence d'un des invités, de réduire le nombre des convives au chiffre treize. D'autres fois, c'était parce qu'un autre invité tenait la vedette de l'actualité mais d'une manière différente. Pour elle, une « affaire célèbre » sous un régime ou sous un autre, c'était seulement un incident désagréable dans la carrière d'un de ceux qui faisaient partie des nombreuses relations de son milieu.

Ce sont quelques-uns des personnages qu'elle a connus, quelques-uns des drames dont elle a été témoin qu'elle présente sous une forme romancée. On les reconnaîtra ou non, peu importe. Ce n'est pas un succès de scandale qu'elle recherche. Elle ne peut empêcher les lecteurs bien informés de mettre un nom sur quelques-uns de ces masques, mais, ce qui lui paraît plus important, c'est de montrer la corruption et l'égoïsme de ce « milieu politico-financier » et aussi d'intermédiaires et d'hommes de paille dont la fortune énigmatique s'explique essentiellement par les camouflages qu'ils permettent aux puissants.

La danse que les candidats à ces intéressantes fonctions mènent autour de son nom et de sa position finit par écœurer l'héroïne. Elle a vu de trop près cette société qu'on appelle brillante. Elle aspire au repos et finit par le trouver, loin du monde, dans une dignité qui lui permet d'évoquer avec indulgence les expédients et les agitations qui composent ses souvenirs.

L'action du roman est rapide, remplie d'événements dramatiques, qui, malheureusement, ne sont pas tous imaginaires. Mais qu'y faire ? La vie n'est pas un conte de fées. Vous la verrez telle qu'elle est et vous vous reposerez de ces drames avec cette héroïne attachante, calme, ironique, qui contemple, légèrement dégoûtée comme beaucoup de femmes, le triste petit théâtre humain.

LES SEPT COULEURS, 27, rue de l'Abbé Grégoire - PARIS (6^e)

Un volume in-16 jésus (14 × 19) de 256 pages. Prix : 13,50 F.

DISQUES D'HISTOIRE

Collections - HOMMES ET FAITS DU XX^e SIECLE

DERNIERS TITRES PARUS : MUSSOLINI ET LE FASCISME
Album de deux disques avec livret — **LE MARQUIS DE CUEVA**
ET SES BALLETS, Grand Prix International du Disque 1967 —
MARCHES MILITAIRES DE LA RUSSIE IMPERIALE, Disques
33 T. 30 cm. Le disque 30 F. Franco 33 F.

DANS LA MEME COLLECTION : La guerre d'Espagne — Poème
de Fresnes — Le III^e Reich (4 disques) — Philippe Henriot, etc.
En Préparation : La Révolution Russe — Marches Militaires
Françaises (Monarchie, Empire).

En vente chez les disquaires et à la S.E.R.P., 6, rue de Beaune
PARIS-VII^e - C.C.P. PARIS 20 033.49.

CATALOGUE SUR DEMANDE

A paraître en Avril

l'Agriculture Soviétique
de Lénine à Brejnev

Prix 10,50 Frs